



Mise en oeuvre par



Rapport



Rapport Annuel d'activités 2022 & Bilan des activités 2015 – 2023

Mentions légales

À son titre d'entreprise fédérale, la GIZ aide le gouvernement fédéral allemand à concrétiser ses objectifs en matière de coopération internationale pour le développement durable.

Publié par la

Deutsche Gesellschaft für
Internationale Zusammenarbeit (GIZ) GmbH

Siège de la société
Bonn et Eschborn

Bureau de la GIZ au Togo
Rue des Flamants
BP1510 Lomé, Togo
T +228 22 21 64 49

E giztogo@giz.de
I www.giz.de

Responsable :

Projet « Sécurité alimentaire et nutritionnelle et renforcement de la résilience »(ProSecAI), Silke Koenighofer

Auteurs:

Raymond KEKE, Kerstin HELL, Déborah BADOMBENA-WANTA

Conception :

Andrea Schubiger

Crédits photos :

© GIZ/Michael Jooss

La GIZ est responsable du contenu de cette publication.

Lomé, février 2023

Rapport Annuel d'activités 2022 & Bilan des activités 2015 – 2023

Raymond KEKE, Chef de Mission Adjoint et Expert Suivi Evaluation
&
Dr. Kerstin HELL, Cheffe de Mission Volet 1-3 (Supervision)

Sommaire

Liste des tableaux	5
Liste des figures	6
Remerciements	7
Sigles, abréviations et acronymes	8
1 Bref rappel du contexte	10
2 Rappels des objectifs du programme	12
3 Approches méthodologiques	19
3.1 Aperçu de l'évolution du programme	20
3.2 Volet agriculture	21
3.3 Volet nutrition/WASH	22
3.4 Activité génératrice de revenu (AGR)	24
3.5 Suivi-Evaluation	26
4 Résultats obtenus en 2022 et synthèse des résultats depuis 2015	28
4.1 Résultats liés à l'output 1	29
4.1.1 Volet santé (nutrition/WASH)	29
4.1.2 Volet agriculture	32
4.2 Résultats liés à l'output 2	35
4.2.1 Résultats liés aux AGR	39
4.3 Résultats liés à l'output 3	40
4.4 Résultats liés à l'output 4	47
4.4.1 Appui au renforcement de la coordination multisectorielle pour la SAN	47
4.4.2 Appui à l'Intégration et opérationnalisation d'approches d'agriculture sensible à la nutrition (ASN) dans les politiques et programmes nationaux	48
4.4.3 Appui au renforcement des systèmes de données et d'informations de la SAN	50
Personnel du programme	56
Annexe	61

Liste des tableaux

Tableau 1 : Objectif du module et d'output : indicateur du programme	13
Tableau 2 : Nombre de bénéficiaires en fonction des zones entre 2016 - 2022	17
Tableau 3 : Nombre de bénéficiaires recensés et validés en fonction des partenaires	18
Tableau 4 : Evolution de la cible selon les sous zones et les phases entre 2015 et 2023	20
Tableau 5 : Acteurs agricoles et tâches assignées	21
Tableau 6 : Domaine d'intervention des activités ProSecAI par région depuis 2015 à 2023	22
Tableau 7 : Acteurs de nutrition, WASH avec les tâches assignées depuis 2015	23
Tableau 8 : Effectif des acteurs communautaires par sous zone entre 2015 – 2023	24
Tableau 9 : Effectif des acteurs communautaires par sous zone et par sexe entre 2015 – 2023	24
Tableau 10 : Types d'AGR appuyées	25
Tableau 11 : Types de matériel d'AGR fournit entre 2019 et 2023	26
Tableau 12 : Nombre d'acteurs formés depuis 2015 à 2023 volet Sante	29
Tableau 13 : Nombre de personnes formées en maraichage par région en 2022	32
Tableau 14 : Nombre de personne formées par région et par structure entre 2015 et 2023	33
Tableau 15 : Nombre de ménages ayant produit les cultures promues, par zone en 2022	35
Tableau 16 : Nombre de ménages ayant produit les cultures promues, par zone en entre 2015 - 2023	36
Tableau 17 : Superficie emblavée en ha par culture et par région	38
Tableau 18 : Montant épargné et quantité d'engrais chimiques acquise	38
Tableau 19 : Principaux types d'AGR	40
Tableau 20 : Thèmes de communication pour le changement de comportement en nutrition et WASH	41
Tableau 21 : Nombre de bénéficiaires touchés en moyenne par mois par région en 2022	44
Tableau 22 : Nombre de personnes touchées par les CE et DC entre 2015 - 2023	44
Tableau 23 : Résumé des réalisations de l'output 4	53

Liste des figures

Figure 1 : Application des notions de nutrition et d'hygiène de base par les agents de santé	31
Figure 2 : Synthèse du niveau d'application des connaissances des agents de santé par région	31
Figure 3 : Niveau de pratique des étapes clés de production des cultures promues par région	34
Figure 4 : Niveau de pratique moyen des étapes clés de production par région	34
Figure 5 : Part des bénéficiaires ayant fait les différentes cultures	37
Figure 6 : Part des ménages ayant fait au moins 50% des cultures promues	37
Figure 7 : Technologie promues et appliquées en 2022 par les bénéficiaires	39
Figure 8 : Taux de couverture des actions de la santé par l'agriculture	45

Remerciements

Le présent rapport d'activité annuel (2022) du Programme Multisectoriel Sécurité Alimentaire et Renforcement de la Résilience (ProSecAI) est élaboré avec la collaboration des différents acteurs intervenant dans l'amélioration des conditions alimentaires et nutritionnelles des ménages vulnérables dans les Régions Maritime, Plateaux et Kara. Ainsi, l'équipe du ProSecAI remercie tous ceux qui ont contribué d'une manière ou d'une autre à son élaboration. La collaboration des institutions partenaires suivantes a été particulièrement d'une grande importance dans l'exécution des activités et l'élaboration de ce rapport. Il s'agit de :

- Ministère de l'Agriculture, de l'Elevage et du Développement Rural, (MAEDR) à travers ses services déconcentrés (DR-ICAT, les DRAEDR Maritime, Plateaux et Kara) la DPPSE et la DSP ;
- Ministère de la Santé, de l'Hygiène Publique et de l'Accès Universel aux Soins (MSHPAUS) par ses directions régionales Maritime, Plateaux et Kara, et leurs directions préfectorales, sans oublier la Division de Nutrition et la Direction Eau Hygiène et Assainissement ;
- Des ONGs comme CREMA, MOPIB, CREDI, JVS, ASAP-Togo, PADES et ADESCO.

C'est le lieu d'exprimer notre gratitude aux collaborateurs et collaboratrices des autres projets de la GIZ pour leurs orientations techniques dans la facilitation pour la réalisation des activités, notamment l'Unité de Coordination basée à Bonn en Allemagne.

Sigles, abréviations et acronymes

AAE	Accoucheuse Auxiliaire d'Etat
AE	Animateur Endogène
ADESCO	Appui au Développement et à la Santé Communautaire
AGR	Activité Génératrice de Revenu
ASAP-Togo	Association pour le Soutien de l'Autopromotion Paysanne au Togo
ASC	Agent de Santé Communautaire
CE	Causerie éducative
CEA	Champ Ecole Agriculteur
CREDI	Centre de Recherche-action pour l'Environnement et le Développement Intégré
CREMA	Centre de Recherche et d'Essai des Modèles d'Autopromotion
CVD	Comité Villageois de Développement
DC	Démonstration Culinaire
DHAB	Direction de l'Hygiène et de l'Assainissement de Base
DN	Division de Nutrition
FAP	Femme en âge de procréer
FL	Femme Leader
ICAT	Institut de Conseil et d'Appui Technique
IBC	Intervention à base communautaire
JVS	Jourdain Vie et Santé
MAEDR	Ministère de l'Agriculture, de l'Elevage et du Développement Rural
MOPIB	Mouvement pour la Promotion des Initiatives de Base
MUCAD	Mutuelle des cadres pour le développement
MSHPAUS	Ministère de la Santé, de l'Hygiène Publique et de l'Accès Universel aux Soins

ONG	Organisation Non Gouvernementale
PADES	Programme d'Aide pour le Développement Economique et Social
PHAST	Participatory Hygiene And Sanitation Transformation
PDC	Plan de Développement Communal
PNIASAN	Programme National d'Investissement Agricole et de la Sécurité Alimentaire et Nutritionnelle
ProSecAI	Programme Sécurité Alimentaire et Renforcement de la Résilience
PTF	Partenaire Technique et Financier
RFS	Responsable de Formation Sanitaire
THA	Technicien d'Hygiène et Assainissement
UMECTO	Union des Mutuelles d'Épargne et de Crédit
USP	Unités de Soins Périphériques
WASH	Water Sanitation and Hygiene

1 Bref rappel du contexte



Le Programme Multisectoriel Sécurité Alimentaire et Renforcement de la Résilience est l'une des composantes du Programme mondial « Sécurité Alimentaire et Nutritionnelle, Renforcement de la Résilience » de l'initiative spéciale « UN SEUL MONDE sans faim » du Ministère Fédéral Allemand de la Coopération économique et du développement (Bundesministerium für Wirtschaftliche Zusammenarbeit und Entwicklung (BMZ)). Pour ce Programme global, la composante Togo vise à améliorer la situation alimentaire et nutritionnelle de 28 500 femmes en âge de procréer (15-49 ans) et de 7 700 enfants de bas âge (6-23 mois) dans 124 villages des Régions Maritime, Plateaux et Kara.

Dans le but d'atteindre cet objectif décliné en outputs, le Programme a défini un certain nombre d'actions regroupant une série d'activités axées sur les résultats. Ces activités ont été formulées sur la base d'une analyse SWOT (forces-faiblesses, opportunités-menaces) dont les résultats ont été validés par les partenaires de mise en œuvre lors d'un atelier multisectoriel.

Conformément à sa stratégie, le Programme élabore un rapport d'activités à la fin de chaque année qui retrace le bilan des réalisations, du niveau d'atteinte des résultats, les difficultés rencontrées et les défis sans oublier les leçons apprises.

2 Rappels des objectifs du programme



Les objectifs attendus du Programme sont consignés dans le tableau 1 :

Tableau 1 : Objectif du module et d'output : indicateur du programme

Indicateurs	Cible totale	Cible prévue Maritime	Cible prévue Plateaux	Cible prévue Kara
Indicateurs de module				
Diversité alimentaire des femmes (IDDS)	La diversité de l'alimentation de 28 500 femmes en danger de l'insécurité alimentaire et nutritionnel (entre 15 et 49 ans) soutenues par le projet s'est améliorée selon l'IDDS (Individual Dietary Diversity Score).			
Diversité alimentaire des enfants (MAD)	La proportion de 7 700 enfants (6 à 23 mois) dans les ménages soutenus recevant une fréquence et une diversité de repas adéquates selon le régime alimentaire minimal acceptable (MAD) a augmenté de 15 % (régions existantes) et 10 % (nouvelle région).			
Pratique d'hygiène	La proportion Z % des 28 500 femmes, qui appliquent les 10 des 15 pratiques d'hygiène alimentaire (sur les sujets suivants : Se laver les mains dans les situations critiques, hygiène alimentaire, prévention des maladies liées à l'eau, techniques de traitement de l'eau, mesures préventives contre la transmission des maladies fécales) a augmenté de 20%.			
Ancrage	<p>La gouvernance de la sécurité alimentaire et nutrition au Togo est renforcée au niveau national et régional par :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. la compréhension du personnel des ministères de la santé, de l'agriculture, de la planification et du développement à la base sur les approches multisectorielles de la sécurité alimentaire s'est améliorée. 2. les stratégies pour une agriculture sensible à l'alimentation sont intégrées dans le PNIASAN. 3. les mesures du PNIASAN sensibles à l'alimentation sont mises en œuvre et contrôlées au niveau régional (dans les régions du projet). 			

Indicateurs	Cible totale	Cible prévue Maritime	Cible prévue Plateaux	Cible prévue Kara
Indicateurs d'output				
Output 1 : Les prestataires de services soutenus dans les secteurs de la santé et de l'agriculture des régions Maritime, Kara et Plateaux utilisent leurs connaissances acquises pour améliorer la situation nutritionnelle	<p>1.1 : 80% des 1000 conseillers en santé publique (médecins, infirmières, sages femmes, agents de santé communautaires et femme leader) confirment une augmentation de la capacité à fournir des connaissances sur les mesures adéquates de nutrition et d'hygiène pertinentes pour la nutrition et l'environnement propre des jeunes enfants.</p> <p>NB : Variable à mesurer : Connaissance</p>	738 agents de santé	300 agents de santé	593 agents de santé
	<p>1.2 : 65% des 1000 conseillers de santé utilisent les connaissances en matière de nutrition et d'hygiène.</p> <p>NB : Variable à mesurer : Pratique (application des connaissances)</p>	658 agents de santé	272 agents de santé	554 agents de santé
	<p>1.3 : 80 % des 67 conseillers agricoles d'État confirment une augmentation de la capacité à transmettre des connaissances sur l'agriculture sensible à l'alimentation.</p> <p>NB : Variable à mesurer : Connaissance</p>	30 agents agricoles ICAT	20 agents agricoles ICAT	17 agents agricoles ICAT
	<p>1.4 : 65 % des 67 conseillers agricoles d'État utilisent les connaissances de l'agriculture sensible à la nutrition dans leurs conseils.</p> <p>NB : Variable à mesurer : Pratique (application des connaissances)</p>	20 agents agricoles ICAT	13 agents agricoles ICAT	12 agents agricoles ICAT

Output 2 : L'accès et la disponibilité d'aliments supplémentaires riches en nutriments sont améliorés pour les ménages aidés	2.1 : La part des 28 500 ménages cultivant 50% des produits promue (soja, patate douce Vit A, moringa, papaye, maïs Vit A, légumes feuilles) a augmenté de 50%.	16 500 ménages	5 500 ménages	6 500 ménages
	2.2 : 60 % des 1 500 ménages des Régions de Kara et de Maritime utilisent l'une des activités génératrices de revenus promues.	900 ménages	-	600 ménages
	2.3 : La proportion de 24 500 ménages (hors ménages Module d'Extension) ¹ utilisant l'une des technologies/pratiques diffusées par le projet (sacs de stockage, séchoirs solaires, variétés bio fortifiées, inoculation, semences améliorées, préparation du compost) est passée à 75%. NB : Calcul par rapport aux différentes technologies	18 000 ménages	-	6 500 ménages
Output 3 : Les ménages soutenus ont amélioré leurs connaissances dans le domaine de la nutrition et de l'hygiène de base et les mettent en pratique	3.1 : 80 % des 28 500 femmes soutenues par le projet (et des hommes en plus) confirment une meilleure connaissance de la nutrition adéquate pour les femmes enceintes, les mères allaitantes et les jeunes enfants.	9 200 femmes et des hommes	4 400 femmes et des hommes	5 200 femmes et des hommes
	3.2 : 60% des 28 500 femmes soutenues utilisent l'une des pratiques favorables dans l'utilisation, la préparation et la transformation des aliments (nouvelles recettes, nouveaux aliments, plus de poulets et d'œufs dans l'alimentation, nouvelles techniques de transformation, etc.).	6 900 femmes	3 300 femmes	3 900 femmes
	3.3 : 60 % des 28 500 femmes (et des hommes interrogés en plus) confirment une meilleure connaissance des mesures d'hygiène propagées qui sont pertinentes pour la nutrition et un environnement propre des jeunes enfants.	6 900 femmes et des hommes	3 300 femmes et des hommes	3 900 femmes et des hommes

1 Les ménages Modules Extension sont les ménages bénéficiaires des actions dans les villages où le Programme des Centre d'innovation verte (ProCIV) intervient aussi.

Output 4 Les capacités du Ministère de l'agriculture en matière de coordination multisectorielle des acteurs concernés par la sécurité alimentaire ont été renforcées	4.1 : En sensibilisant 20 acteurs au niveau national et 20 au niveau régional auprès des ministères de la Santé, de l'Agriculture, de la Planification et du Développement à la base et de leurs structures décentralisées, la nécessité d'une coordination multisectorielle des mesures de sécurité alimentaire a été accrue.	20 acteurs au niveau national et 20 au niveau régional
	4.2 : Les capacités de 15 acteurs nationaux et 15 acteurs régionaux à coordonner et à surveiller la sécurité alimentaire multisectorielle sont renforcées par des mesures de développement du personnel.	15 acteurs nationaux et 15 acteurs régionaux
	4.3 : Deux expériences modèles coordonnées avec d'autres donateurs et partenaires sont accessibles à un large public de spécialistes (structures nationales, donateurs et organisations internationales, etc.	Deux expériences modèles
	4.4 : Les approches développées par le projet (démonstrations culinaires, recettes, introduction de nouvelles cultures, etc.) sont utilisées par trois organisations gouvernementales et/ou non gouvernementales (PNIASAN, PASA, PAM, PNIASAN, ProMIFA etc.).	Approches développées sont utilisées par trois organisations gouvernementales et/ou non gouvernementales

Tableau 2 : Nombre de bénéficiaires en fonction des zones entre 2016 - 2022

Région	Préfecture	Nombre de village	Bénéficiaire recensé et validé
Maritime	Avé ²	14	2 011
	Bas Mono	13	4 436
	Yoto	17	4 649
	Vo	20	3 694
	Zio	11	2 898
Total Maritime		74	17 688
Plateaux	Ogou	5	920
	Moyen Mono	7	1 655
	Haho	9	1 721
Total Plateaux		21	4 296
Kara	Binah	7	1 181
	Dankpen	7	1 803
	Doufelgou	11	1 617
	Kozah	5	2 170
Total Kara		30	6 771
Total zone intervention		126	28 750

Pour atteindre ces indicateurs, le Programme a confié aux différents partenaires nationaux les zones ou préfectures dans les Régions Maritime, Plateaux et Kara. Ainsi, les zones confiées et les activités menées sont présentées dans le tableau 3. Les villages dans lesquels le Programme a démarré en 2015 (Maritime 1) et 2018 (Kara 1), ont connu un retrait progressif d'arrêt des activités. Ces données sont aussi présentées dans ce tableau grâce au système de suivi mis en place pour la collecte des données semestriellement sur l'évolution des activités dans ces 20 villages (Maritime1) et 20 villages dans la Kara 1.

2 Il y a des villages du module d'extension dans cette préfecture

Tableau 3 : Nombre de bénéficiaires recensés et validés en fonction des partenaires

Partenaire impliqué	Domaine	Action	Zone confiée	Cible attendue
Maritime y compris maritime 1				15 775
DRSHP-M	Santé	Nutrition/WaSH	Avé, Bas Mono, Vo, Yoto et Zio	9 664
ONG JVS	Santé	Nutrition/WaSH	Avé, Bas Mono, Vo, Yoto et Zio	9 664
ICAT-M	Agriculture	Production végétale	Avé, Bas Mono, Vo, Yoto et Zio	9 664
ONG CREMA	Agriculture	Production végétale	Yoto et Zio	4 506
ONG MOPIB	Agriculture	Production végétale	Bas Mono	1 934
ONG CREDI	Agriculture	Production végétale	Avé et Vo	3 224
Maritime 1			Bas Mono, Vo, Yoto et Zio	5 775
Plateaux				5 500
DRSHP-P	Santé	Nutrition/WASH	Ogou, Moyen Mono, et Haho	4 296
ONG JVS	Santé	Hygiène	Moyen Mono, et Ogou (Ountivou)	2 000
ONG ASAP-Togo	Agriculture	Production végétale	Moyen Mono, et Ogou (Ountivou)	2 000
ICAT-P	Agriculture	Production végétale	Ogou (sans Ountivou) et Haho	3 500
Kara y compris Kara 1				6 500
DRSHP-K	Santé	Nutrition/WASH	Binah, Dankpen, Doufelgou et Kozah	6 500
ONG ADESCO	Santé	Hygiène	Dankpen	1500
ICAT-K	Agriculture	Production végétale	Binah et Dankpen	2 984
ONG PADES	Agriculture	Production végétale	Doufelgou et Kozah	3 787
Total Zone Intervention				27 775

Source : Données de la cellule SE, 2022



3 Approches méthodologiques

3.1 Aperçu de l'évolution du programme

Les activités du programme ont commencé en 2015 pour la phase pilote qui a ciblé vingt villages dans quatre préfectures (Bas Mono, Vo, Yoto et Zio) de la Région Maritime. La cible prévue pour cette phase pilote était de 6 500 femmes en âge de procréer (15-49 ans). De même, le programme a continué ces activités avec une l'extension dans la Région de la Kara en 2018. Les activités ont démarré dans la Kara et ont permis de cibler vingt villages pour toucher 4 500 femmes en âge de procréer. En 2019, le programme a connu une nouvelle extension dans la Région des Plateaux pour toucher 5 500 FAP et 5 000 FAP dans la Région Maritime, la préfecture de l'Avé a été ajoutée. Cette nouvelle extension devrait permettre de toucher au total 28 500 bénéficiaires dans toutes les zones d'intervention du programme. En plus des actions traditionnelles que le programme menait, les activités génératrices de revenus (AGR) dans les Régions Maritime et Kara étaient prévues pour toucher 1 500 bénéficiaires en vue de renforcer leur résilience. Notons que ces bénéficiaires des AGR sont inclus dans la cible totale prévue (28 500). Les différentes extensions ont permis d'avoir des zones dénommées Maritime 1, Maritime 2, Maritime 3, Plateaux, Kara 1 et Kara 2. Les cibles prévues pour chaque sous zone sont présentées dans le tableau 3 ci-après.

Tableau 4 : Evolution de la cible selon les sous zones et les phases entre 2015 et 2023

Phase	Maritime 1	Maritime 2	Maritime 3	Plateaux	Kara 1	Kara 2	Total
2015 - 2018	6 500	0	0	0	0	0	6 500
2018 - 2019	0	5 000	0	0	4 500	0	9 500
2019 - 2023	0	0	5 000	5 500	0	2 000	12 500
Total	6 500	5 000	5 000	5 500	4 500	2 000	28 500

Source : Données du système SE, 2022

NB : Le détail des villages par préfecture et par zone est en annexe.

Le Programme étant multisectoriel, il s'avère nécessaire d'avoir des approches diversifiées en vue d'atteindre l'objectif fixé. En dehors des autres sous volets transversaux comme les activités génératrices de revenus, le suivi-évaluation, la communication et l'ancrage, le Programme a travaillé spécifiquement avec deux grands volets : (i) l'agriculture à travers l'appui à la production des produits locaux riches en nutriments, le stockage et la transformation y compris les activités génératrices de revenus et (ii) la santé à travers ses volets nutrition et WASH. Au vu de ces deux volets, les méthodologies sont différentes en fonction des activités à mener et de la cible à atteindre.

3.2 Volet agriculture

Pour ce volet, la stratégie de base repose sur les groupes de contact mis en place dans chaque village. Ainsi, un groupe de contact contient 30-35 personnes en moyenne. Les membres de ces groupes sont formés autour d'un champ école agriculteur (CEA) pour l'apprentissage des bonnes pratiques agricoles. C'est autour de ces champs écoles que le paquet agriculture évolue par des séances de formation pratique ou d'apprentissage. Dans le cadre de ce Programme, pour un apprentissage efficace et par endroit, les CEA polyvalents sont privilégiés, c'est-à-dire un CEA qui comporte toutes les cultures développées par le Programme selon une configuration bien requise. Par ailleurs, dans certaines localités, en fonction de la disponibilité des parcelles qui répondent aux critères définis, les CEA ne sont pas polyvalents.

Rappelons que les agents de vulgarisation agricoles (ICAT et ONGs) ont été formés sur les techniques de production et de restaurations de la fertilité des sols des cultures cibles du Programme. Depuis le début du programme, à chaque nouvelle phase, de nouveaux acteurs agricoles sont identifiés et renforcés de même que les animateurs endogènes (Paysans modèle). Dans le souci d'être plus proches pour un suivi de proximité, les animateurs endogènes sont formés aussi par les techniciens dans une stratégie de formation en cascade. Au total 602 animateurs endogènes (AE) dont 244 dans la Maritime, 129 dans les Plateaux et 229 dans la Kara ont bénéficié de différentes séances de renforcement de capacité ou d'apprentissage pour le suivi des parcelles individuelles des bénéficiaires.

Tableau 5 : Acteurs agricoles et tâches assignées

Acteurs	Activités
ICAT	Appui des ONGs pour l'installation et l'animation des champs écoles agriculteurs (CEA), supervision des AE et des parcelles individuelles
ONG (MOPIB, CREMA, CREDI, ASAP, PADES)	Installation et animation des CEA, supervision des AE et des parcelles individuelles
AE	Appui pour l'installation des CEA, participation aux formations autour des CEA et supervision des parcelles individuelles, collaboration avec les autres acteurs communautaires (ASC & FL)

De même, pour les acteurs de l'agriculture, les domaines d'intervention (cultures cibles et technologies promues) selon les régions sont présentés dans le tableau 6.

Tableau 6 : Domaine d'intervention des activités ProSecAl par région depuis 2015 à 2023

Région	Culture/technologie/approche								
	Soja	PDCO	Moringa	Papaye	Maïs orange	Compost	Epargne progressive	AGR	SAC PICS
Maritime	X	X	X	X	X	X	X	X	X
Plateaux	X	X	X	X	X	X	X		X
Kara	X	X	X	X	X	X	X	X	X

X = Domaines d'intervention

3.3 Volet nutrition/WASH

Pour ce volet, la méthodologie de la formation en cascade est de règle depuis le début du programme. Pour atteindre la cible privilégiée par les actions de nutrition/ WASH, des thèmes mensuels pour la sensibilisation sont planifiés avec les multiplicateurs (agents de santé communautaire : ASC) appuyés par les femmes leaders (FL). Ces acteurs sont sélectionnés par leur paire dans les communautés. Ces acteurs, sont issues des groupes de contact mis en place par le volet agriculture dans les villages. Ce dispositif a permis d'être plus proche des bénéficiaires et d'avoir rapidement un effet positif sur leur comportement en nutrition, hygiène et assainissement de base.

A chaque niveau, le nombre de bénéficiaires à atteindre par chaque multiplicateur est défini de façon raisonnée avec des fréquences de séances à l'appui sans enfreindre à la logique de la politique d'intervention à base communautaire (IBC) de santé. Ainsi, les activités de sensibilisation, sont entre autres, les causeries éducatives, les démonstrations culinaires et les visites à domicile (VAD). Pour plus d'efficacité dans l'atteinte des objectifs, il y a de petits changements dans la stratégie dans les Plateaux. En plus de ce qui précède, la stratégie d'hommes leaders (HL) a été mise en place dans les Plateaux. Cette stratégie a permis de toucher les hommes, décideurs dans les ménages pour susciter leur changement de comportement. Rappelons que l'implication des hommes leaders a connu une phase pilote dans quatre villages (Kpéyi, Kpégoro, Agogomé et Katahoe) de la préfecture de Moyen Mono. Notons que cette stratégie n'a pas donné de résultat probant et par conséquent la poursuite des activités de ces hommes leaders a été arrêtées en 2021.

Pour ce volet, tous les acteurs qui ont contribué à la réalisation des différentes activités sont mentionnés dans le tableau 7.

Tableau 7 : Acteurs de nutrition, WASH avec les tâches assignées depuis 2015

Acteurs	Type	Période d'intervention	Activité
DN et DHAB	Etatique	2015 - 2023	Appui à la formation, supervision et rapportage des données
DRSHP-M/P/K	Etatique	2015 - 2023	Appui à la formation, supervision, compilation et rapportage des données
DPS	Etatique	2015 - 2023	Appui à la formation, supervision, compilation et rapportage des données
ONG JVS	ONG	2018 - 2023	Appui aux causeries éducatives, démonstration de la préparation de bouillie enrichie et autres mets locaux riches, sensibilisation des hommes, supervision, Visite de ménage, sensibilisation sur les actions de salubrité publique et déclenchement des communautés dans Moyen-Mono et Ogou (Ountivou) projection du film de sensibilisation des bénéficiaires à travers la ciné mobile, appuis techniques aux réunions de monitoring des données dans les USP
ONG ADESCO	ONG	2021	Sensibilisation sur les actions de salubrité publique et déclenchement des communautés dans Dankpen sur la salubrité publique
RFS	Etatique	2015 - 2023	Causeries éducatives, démonstration de la préparation de bouillie enrichie, counseling, supervision
ASC	Communautaire	2015 - 2023	Causeries éducatives (CE), visites à domicile (VAD)
Femmes leaders	Communautaire	2015 - 2023	Démonstration culinaire et visites à domicile (VAD) pour renforcée l'application des mets.
Hommes leaders	Communautaire	2020 - 2021	Sensibilisation des hommes sur leurs appuis aux femmes, sur les notions de base en nutrition, hygiène de base et importance des cultures de hautes valeurs nutritives

Au niveau de l'agriculture comme la santé, le programme s'est basé sur les acteurs communautaires pour atteindre les bénéficiaires de manière plus efficace comme souligné plus haut. Depuis le début du programme, les différents acteurs selon les domaines ont appuyé le programme et sont consignés dans le tableau 8. Les hommes leaders (HL) ont été identifiés dans la Région des Plateaux plus spécifiquement dans la préfecture de Moyen Mono. Ces hommes ont été identifiés suite aux résultats de l'étude genre commandité par le programme. Ces hommes ont un grand pouvoir dans les décisions du ménage dans cette localités selon les résultats de cette étude.

L'évolution des acteurs communautaires depuis le début du programme est présentée dans le tableau 8. Les données montrent qu'au total 2 029 personnes ont été mobilisées sur toute la période du programme (2015 – 2023).

Tableau 8 : Effectif des acteurs communautaires par sous zone entre 2015 – 2023

Acteur	Domaine	Maritime 1	Maritime 2	Maritime 3	Plateaux	Kara 1	Kara 2	Total
AE	Agriculture	274	117	143	129	160	69	892
ASC	Nutrition/ WASH	100	100	95	69	100	45	509
FL	Nutrition/ WASH	112	116	103	78	140	40	589
HL	Nutrition/ WASH	0	0	0	39 ³	0	0	39
Total		486	333	341	315	400	154	2 029

De ces acteurs communautaires mobilisés, 58% sont de sexe féminin contre 42%. Le détail par région est présenté dans le tableau 9. Rappelons que dans la méthodologie d'intervention, il n'y a pas de quota du sexe féminin à atteindre.

Tableau 9 : Effectif des acteurs communautaires par sous zone et par sexe entre 2015 – 2023

Acteur	Domaine	Maritime		Plateaux		Kara		Total	
		Effectif	Part des femmes	Effectif	Part des femmes	Effectif	Part des femmes	Effectif	Part des femmes
AE	Agriculture	534	40,20%	129	67,80%	229	59,38%	892	52,95%
ASC	Santé	295	31,50%	69	26,20%	145	32,61%	509	30,39%
FL	Santé	331	100%	78	100%	180	100%	589	100%
HL	Santé	0	0	39	0%	0	0%	39	0%
Total		1 160	57,80%	315	66,80%	554	63,60%	2 029	58%

3.4 Activité génératrice de revenu (AGR)

Au niveau des AGR, la méthodologie a consisté dans un premier temps à l'identification des bénéficiaires transformant déjà les produits du programme appelé 'AGR spontanée'. En plus de ces catégories d'acteurs, s'ajoutent d'autres qui ont l'initiative de faire des AGR mais qui manquent de matériel surtout. Ces acteurs sont recensés et sur la base des activités prometteuses, ayant un marché local (niveau village) ou préfectorale voir régionale, et ayant un minimum de capital pouvant représenter 10% du capital de l'activité.

3 Dans 4 villages de Moyen Mono (Kpéyi, Kpégoro, Agogomé et Katahoe)

Pour cette activité, l'indicateur vise à ce que 60 % des 1 500 ménages des Régions de Kara et de Maritime utilisent l'une des activités génératrices de revenus promues.

Pour ce faire un certain nombre d'AGR était retenus par le programme. Le détail est consigné dans le tableau 10.

Tableau 10 : Types d'AGR appuyées

Principaux types d'AGR (Harmonisé)	Effectif
Apiculture	12
Beignet	55
Bouillie enrichie aux moringa	18
Boules de maïs (akpan)	2
Farine enrichie	2
Frite (Koliko)	6
Fromage de soja	69
Vente du haricot	1
Huile	145
Lait du soja	13
Moulin au soja et légumes	1
Pâte de soja	3
Ragout de PDCO	1
Riz avec sauce	3
Savon de moringa	5
Stockage de soja	3
Viande de soja	32
Total général	371

Tableau 11 : Types de matériel d'AGR fournit entre 2019 et 2023

Matériel	Maritime	Kara	Total
Marmites (différentes tailles)	279	1 203	1 482
Bassine	440	1 561	2 001
Poêle	306	971	1 277
Plastique	286	1 093	1 379
Passoire	442	1 490	1 932
Foyer	367	1 020	1 387
Moulins	56	58	114
Batteuses	-	11	11
Malaxeurs	2	6	8
Presse huile palmiste	-	1	1
Extracteur de Miel	1	-	1
Grand sceau de 200 L	-	84	84
Tonneau de 200 L	-	107	107
Grande bassine plastique Gbagbo 200L	99	1	100
Gants apiculture	40	220	260
Bottes apiculture	20	250	270
Raglans apiculture	20	250	270
Ruches	60	-	60
Pose ruche	60	-	60
Enfumeurs	20	-	20
Lèves cadres	78	-	78
Combinaison de l'apiculteur	20	-	20
Brosse apiculture	20	-	20
Cires gaufrées	120	-	120
Charme abeille	40	-	40
Bâches	-	3	3

3.5 Suivi-Evaluation

Depuis le début du programme, la Cellule Suivi-Evaluation (CSE), a mis en place un système de suivi-évaluation (SSE) axé sur les résultats. Pour ce faire, le modèle de résultats du programme, la matrice de résultats (cadre logique) ont servi de base pour l'élaboration du plan de Suivi-Evaluation. Ce plan a permis de définir les indicateurs, leur méthode de calcul et la méthode de la collecte des données liées à l'indicateur.

Pour la collecte des données, les acteurs communautaires sont fortement impliqués et supervisés par les partenaires de mise en œuvre selon le canal de remontage. Pour assurer un niveau excellent de la qualité des données, un système de validation des données est instauré par la Cellule Suivi-Evaluation par niveau en remontant vers le programme. Ainsi, on distingue trois grands niveaux de validation des données à savoir : i) niveau communautaire, ii) niveau méso (préfecture) et iii) niveau régional.

En prélude à la validation des données, des renforcements de capacité ont été faits aux différents acteurs et à différent niveau sur les outils de collecte de données après leur validation. Le SSE est basé sur la stratégie des volets agriculture et nutrition/WASH sans oublier les AGR. Les données collectées sont validées lors des ateliers multisectoriels trimestriels d'apprentissage organisés par le programme.

Les zones dans lesquelles le programme n'est plus trop actif (Maritime 1 et Kara 1), un système de SE est mis en place pour la collecte des données dans ces localités. Il a été question de collecter semestriellement les données sur l'évolution des activités de ces zones par un sondage sur un échantillon d'entre 10 et 20 bénéficiaires par village choisit au hasard. Les données collectées permettent de renseigner les indicateurs du programme selon les volets.

Une étude sur le revenu des ménages ruraux (Household Economy Analysis, HEA) commandée par le programme en 2022 a montré que les ménages ayant participé aux activités du programme étaient 61% plus résilients aux effets de la guerre entre la Russie contre l'Ukraine et aux effets de la pandémie COVID-19 que les ménages n'ayant pas participé aux activités du programme. Les dépenses des ménages bénéficiaires en matière de santé étaient également nettement inférieures de 25% (Maritime), 39% (Kara) et 36% (Plateaux) respectivement, et la situation alimentaire était meilleure.

4 Résultats obtenus en 2022 et synthèse des résultats depuis 2015



4.1 Résultats liés à l'output 1

Cet output est intitulé « Les prestataires de services soutenus dans les secteurs de la santé et de l'agriculture des Régions Maritime, Kara et Plateaux utilisent leurs connaissances acquises pour améliorer la situation nutritionnelle ». Pour atteindre cet output, quatre indicateurs sont définis et concernent le volet santé (nutrition/WASH) et le volet agriculture.

4.1.1 Volet santé (nutrition/WASH)

Le volet santé comporte deux indicateurs. Le premier indicateur de l'output 1, porte sur les formations reçues par les techniciens de différents niveaux du système de la santé, à savoir les formateurs maîtres (équipe cadre région et district), les médiateurs (RFS, SFE/AAE, THA) et les multiplicateurs (ASC). Dans le courant de l'année 2022, le Programme n'a plus fait de formation.

Toutefois, depuis le début de la phase, le programme a formé sur le plan nutrition et hygiène de base les différents acteurs en cascade. Il ressort des résultats qu'au total 723 acteurs de santé sont renforcés dont 36,44% de sexe féminin (tableau 12).

Tableau 12 : Nombre d'acteurs formés depuis 2015 à 2023 volet Santé

Acteur	Maritime		Kara		Plateaux		Zone d'intervention	
	Homme	Femme	Homme	Femme	Homme	Femme	Total	Part femme
Formateur Maitre	21	13	20	10	8	5	77	36,36%
Médiateur	44	28	22	18	11	9	132	41,67%
ASC	198	97	90	60	52	17	514	34,78%
Total	263	138	132	88	71	31	723	36,44%

Pour le second indicateur de l'output 1 (1.2), 65 % des 1 000 conseillers-ères santé utilisent des connaissances en matière de nutrition et d'hygiène dans leurs conseils. Cet indicateur concerne l'application des connaissances acquises lors des formations théoriques pour les techniciens de santé et est renseigné par l'évaluation des outputs en septembre 2022.

Pour renseigner cet indicateur, une évaluation a été faite. La méthodologie de cette évaluation a consisté à définir les cibles que sont les bénéficiaires (femme en âge de procréer : 15-49 ans), les agents de santé communautaires (ASC), le personnel de santé formé et intervenant dans les actions de nutrition et hygiène de base dans les communautés de la mise en œuvre. Des questionnaires ont été élaborés en fonction des actions de chaque acteur et pour les bénéficiaires, un questionnaire standardisé de la FAO a été réadapté aux réalités du Programme. Ce questionnaire a été validé par les parties prenantes surtout la Division de Nutrition par le chargé de suivi-évaluation. Les séances de validation des questionnaires ont été également fait avec la

Direction de la Planification, des Politiques et du Suivi-Evaluation (DPPSE) du ministère de l'agriculture. Avant la collecte des données, une formation de deux jours a été faite pour expliquer les questionnaires aux agents de collecte de données recrutés à cet effet. Au total, 30 agents ont été mobilisés dont 10 dans la Maritime, 10 dans les Plateaux et 10 dans la Kara. Les données ont été collectées avec les tablettes via l'application open data kit (ODK). Les données collectées ont été traitées avec le logiciel SPSS 22.0 et le Tableur Excel.

Les résultats de cette évaluation, pour les agents de santé sont présentés dans le graphique ci-après. Les résultats montrent que la fabrication de la farine et préparation de la bouillie enrichie sont les pratiques les plus respectées dans Maritime (91% environ). Par contre dans les Plateaux et Kara, ce sont les techniques de traitement de l'eau qui sont plus pratiquées à hauteur de 91,67% et 82,06% respectivement. De façon globale, les résultats montrent un niveau de pratique à hauteur de 72%. La Région Maritime enregistre le plus faible niveau de pratique (65%) et la région des Plateaux, le plus fort niveau (81%) (figure 1 & 2).

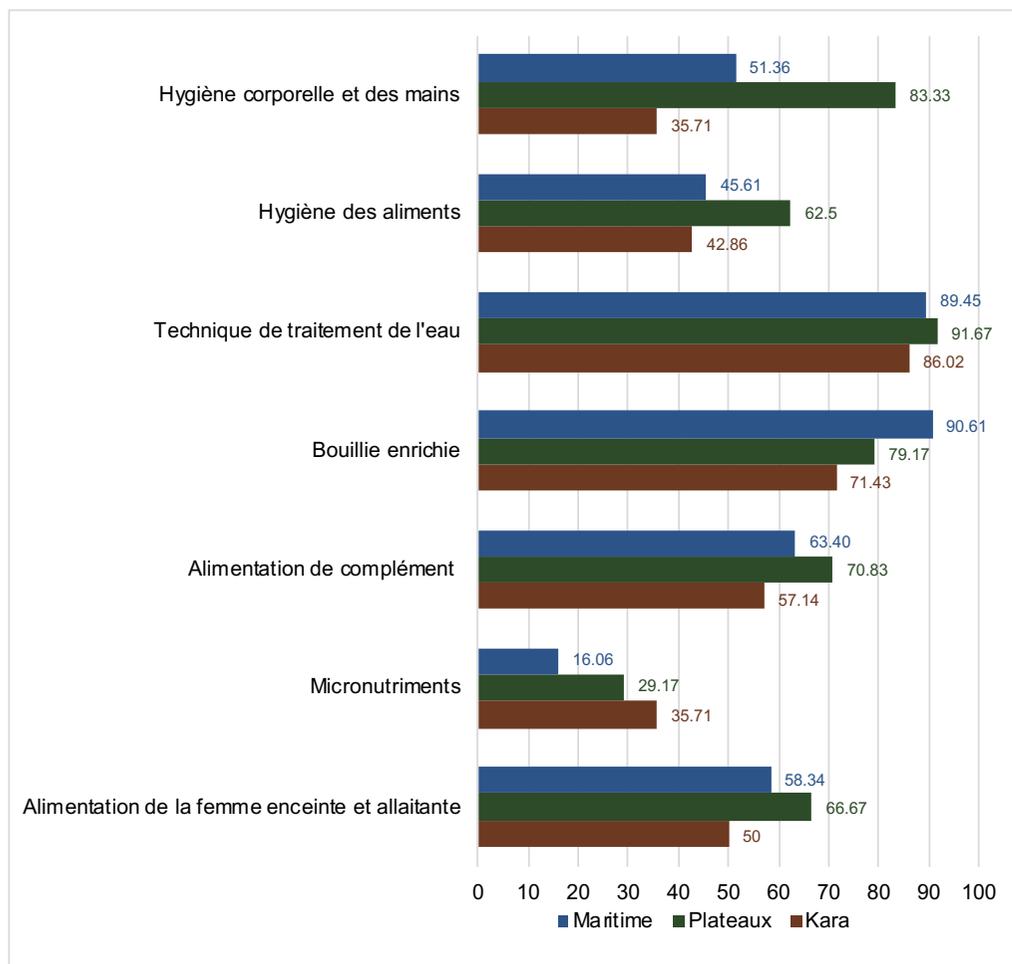


Figure 1 : Application des notions de nutrition et d'hygiène de base par les agents de santé

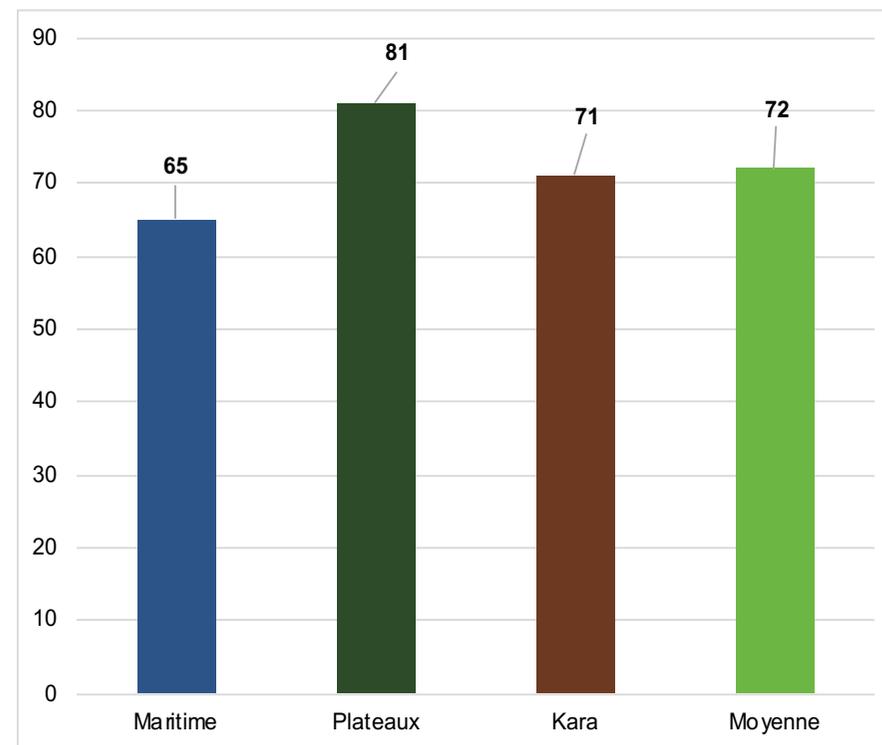


Figure 2 : Synthèse du niveau d'application des connaissances des agents de santé par région

4.1.2 Volet agriculture

Pour ce volet, nous avons aussi deux indicateurs qui renseignent sur les formations reçues par les techniciens agricoles (1.3) et la mise en pratique de ces formations au niveau des bénéficiaires ou par les animateurs endogènes (AE). Le troisième indicateur de l'output 1, porte sur les formations reçues par les techniciens et le quatrième sur l'application et est renseigné comme les indicateurs 1.4. Comme le stipule l'indicateur, ce sont les agents agricoles de l'Etat seulement qui sont comptabilisés malgré que le Programme ait renforcé également la capacité des animateurs des ONGs. Pour ce rapport, nous allons présenter les résultats en fonction du nombre de personnes renforcées par structure depuis le début du programme jusqu'en 2023.

En 2022, le Programme n'a plus fait de formation à part la formation sur l'utilisation des sacs PICS. Cette formation n'étant pas une formation classique en salle mais plutôt un rappel sur les grandes étapes. De même, 115 acteurs sont renforcés sur les techniques de maraichage dont les résultats sont présentés dans le tableau 13.

Tableau 13 : Nombre de personnes formées en maraichage par région en 2022

Région	ICAT	Animateurs d'ONG	Multiplicateur	Total
Maritime	5	4	10	19
Plateaux	4	1	9	14
Kara	4	2	76	82
Total	13	7	95	115

Sur la durée du programme (2015 – 2023), les acteurs ont été renforcés sur des thématiques liées à la culture du soja, du moringa, du maïs orange, de la patate douce à chair orange (PDCO) et de la papaye. En plus de ces thématiques, ils ont reçu aussi des notions en fabrication du compost accéléré ou rapide.

Au total, 134 personnes sont renforcées dont environ 12% de sexe féminin. Les acteurs formés sont présentés dans le tableau 14. Nous notons que la Région de la Kara a enregistré le plus fort taux de participation féminine (18% environ) contre, 8% environ seulement dans la Région Maritime. Dans cette région, c'est l'ONG PADES qui a un nombre élevé de femme dans l'équipe agricole pour le programme.

Dans toutes les Régions, c'est au niveau de l'ICAT que la participation des femmes aux actions du programme est faible (3,4%) et au niveau des ONG, c'est CREDI qui n'a pas de femme dans l'équipe de mise en œuvre (0%).

Tableau 14 : Nombre de personne formées par région et par structure entre 2015 et 2023

Structure	Formé par sexe		Total	Part femme
	Homme	Femme		
Maritime	58	5	63	7,9%
ICAT	33	2	35	5,7%
CREDI	9	-	9	0,0%
CREMA	9	2	11	18,2%
MOPIB	7	1	8	12,5%
Plateaux	28	4	32	12,5%
ICAT	20	3	23	13,0%
ASAP	8	1	9	11,1%
Kara	32	7	39	17,9%
ICAT	25	-	25	0,0%
PADES	7	7	14	50,0%
Zone Intervention	118	16	134	11,9%

Au niveau des résultats pour les agents vulgarisateurs (CTGEA et ONG) ou agents agricoles (AA), les pratiques les plus respectées sont celles liées à la culture de la patate douce à chair orange (100% dans les Plateaux). Les techniques de récolte du soja sont pratiquées à 100% dans toutes les Régions. Par contre, les pratiques liées aux types de fertilité du sol sont les moins effectuées (18% dans la Kara, 45% dans les Plateaux et 33% dans la Maritime) figure 3).

Dans l'ensemble des trois Régions, le niveau d'application moyen des pratiques est en moyenne 80%. La Région Maritime a connu le plus haut niveau d'application (88%) contre 78% dans la Kara (figure 4).

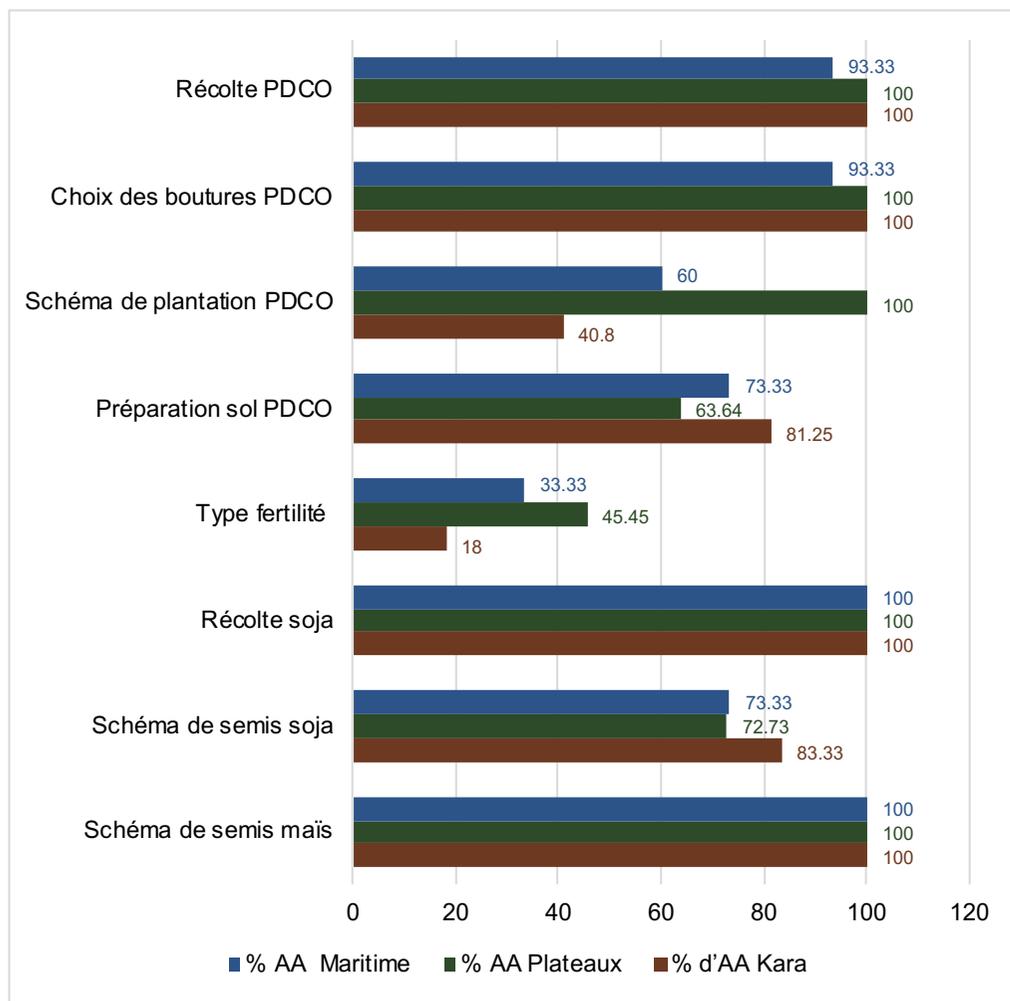


Figure 3 : Niveau de pratique des étapes clés de production des cultures promues par région

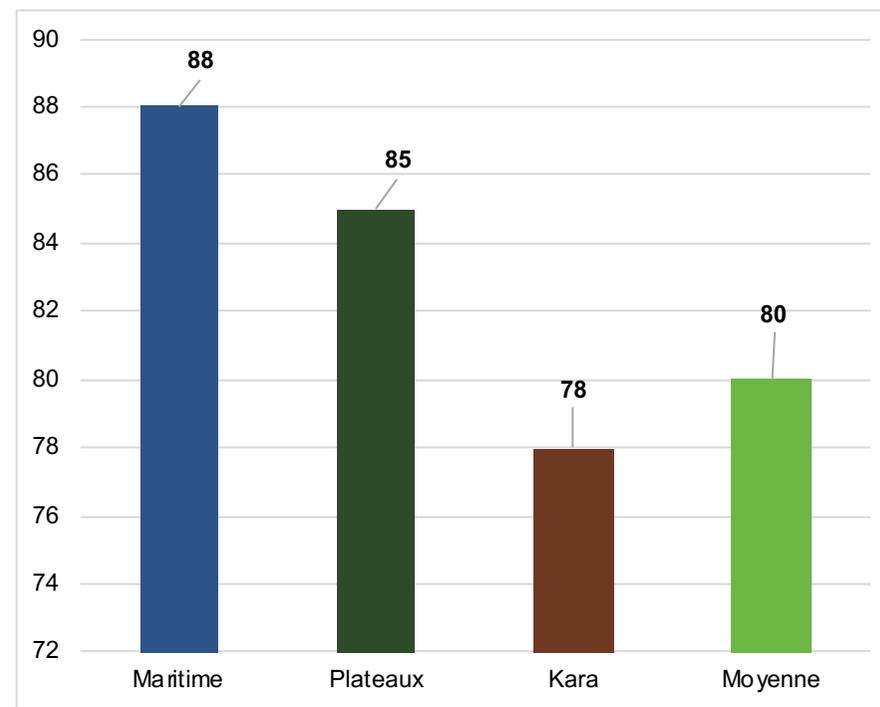


Figure 4 : Niveau de pratique moyen des étapes clés de production par région

4.2 Résultats liés à l'output 2

Cet output, est libellé « l'accès et la disponibilité d'aliments riches en nutriments soient augmentés dans les ménages soutenus ». Pour évaluer le progrès de cet output trois indicateurs sont renseignés. Ainsi, le Programme a développé un certain nombre de paquets (spécifiés dans Tableau 6 plus haut) en vue d'atteindre ce résultat. Ces paquets développés ont permis d'atteindre la cible directe (femme en âge de procréer) et la cible indirecte (hommes et autres femmes de plus de 49 ans et femmes de 10-14 ans). Les résultats suivants récapitulent le nombre de femmes (15-49 ans) touchées par l'une des cultures promues, suivant l'indicateur.

Le premier indicateur de l'output 2 (indicateur 2.1) est stipulé comme suit : « La part des 28 500 ménages cultivant 50% des produits promue (soja, patate douce Vit A, moringa, papaye, maïs Vit A, légumes feuilles) a augmenté de 50% ». Par rapport à cet indicateur, nous allons présenter les résultats en fonction des données réelles de production des cultures promues en 2022. Il ressort que le maïs orange (bio fortifié en vitamine A) est la culture la plus pratiquées par les femmes (16 253 personnes) suivi de la culture de la PDCO (16 186 personnes). Au niveau des plants viables de moringa et papaye, nous dénombrons environ 83 000 plants de moringa contre seulement 27 000 plants environ de papaye (tableau 15). Ce faible nombre de plants de papaye est dû à la qualité des semences de papaye.

Tableau 15 : Nombre de ménages ayant produit les cultures promues, par zone en 2022

Région	Effectif des bénéficiaires ayant fait			Nombre de plants viables	
	Soja	Maïs orange	PDCO	Moringa	Papaye
Maritime 2	5 009	6 052	6 413	40 183	16 996
Maritime 3	3 943	4 179	4 135	22 537	9 300
Plateaux	3 229	4 027	3 647	16 467	674
Kara 2	1 994	1 995	1 991	3 748	195
Total	14 175	16 253	16 186	82 935	27 165

Depuis le début du programme, comme souligné plus haut, il y a des zones où, au vu des résultats obtenus et dans le but de la durabilité des actions, le programme a réduit significativement le paquet d'intervention. Il s'agit des zones comme Maritime 1 avec 6500 bénéficiaires accompagnés entre 2015 – 2020 et Kara 1 avec 4 000 bénéficiaires appuyés de 2018 à 2021. Toutefois, le programme suit l'évolution des activités dans ces zones en mettant en place un système de SE pour collecter les données dans ces zones.

Nous notons que les données de ces zones (Kara 1 et Maritime 1) de façon globale en 2022, ont connu une régression d'environ 100 personnes en moyenne par rapport à l'année dernière (2021) en termes de nombre de personnes ayant fait les cultures promues.

Les données depuis le début du programme sont dans le tableau 16 et montrent qu'environ 76% au moins des bénéficiaires ont fait au moins une culture promue.

Tableau 16 : Nombre de ménages ayant produit les cultures promues, par zone en entre 2015 - 2023

Région	Nombre de bénéficiaires ayant fait les cultures			Nombre de plants viables	
	Soja	Maïs orange	PDCO	Moringa	Papaye
Maritime 1	2 814	4 695	3 463	6 074	4 189
Maritime 2	5 009	6 052	6 413	40 183	16 996
Maritime 3	2 939	3 078	3 009	16 000	6 833
Maritime 3 ME	1 004	1 101	1 126	6 537	2 467
Total Maritime (M)	11 766	14 926	14 011	68 794	30 485
Plateaux ME	1 681	1 805	1 735	7 546	307
Plateaux ProSecAI	1 548	2 222	1 912	8 921	367
Total Plateaux (P)	3 229	4 027	3 647	16 467	674
Kara 1	4 676	4 653	3 906	9 673	2 016
Kara 2	1 994	1 995	1 991	3 748	195
Total Kara (K)	6 670	6 648	5 897	13 421	2 211
TOTAL TOUCHE M+P+K	21 665	25 601	23 555	98 682	33 370

Au regard des résultats de l'évaluation des output, liés à l'indicateur 2.1 évoqué plus haut, montrent le maïs orange est la culture, la plus pratiquée par les ménages dans toutes les Régions du programme à hauteur de 96% (Kara), 96% environ (Plateaux) et 87% (Maritime). Globalement, dans toute la zone du programme, le taux de pratique est en moyenne 93% environ. Cette moyenne est en deçà de la moyenne des ménages ayant fait les cultures promues dans les zones du module d'extension (ME, 95% environ) (figure 5).

Vis-à-vis de l'indicateur qui stipule que 50% des ménages appuyés pratiquent au moins 50% des cultures promues, il ressort que Maritime est la région où une faible proportion (79% environ) des bénéficiaires ont fait au moins trois cultures promues, suivi de la région de la Kara (90% environ). Par contre, la région des Plateaux a enregistré un taux d'environ 91% des bénéficiaires qui ont fait au moins 50% des cultures promues (figure 6).

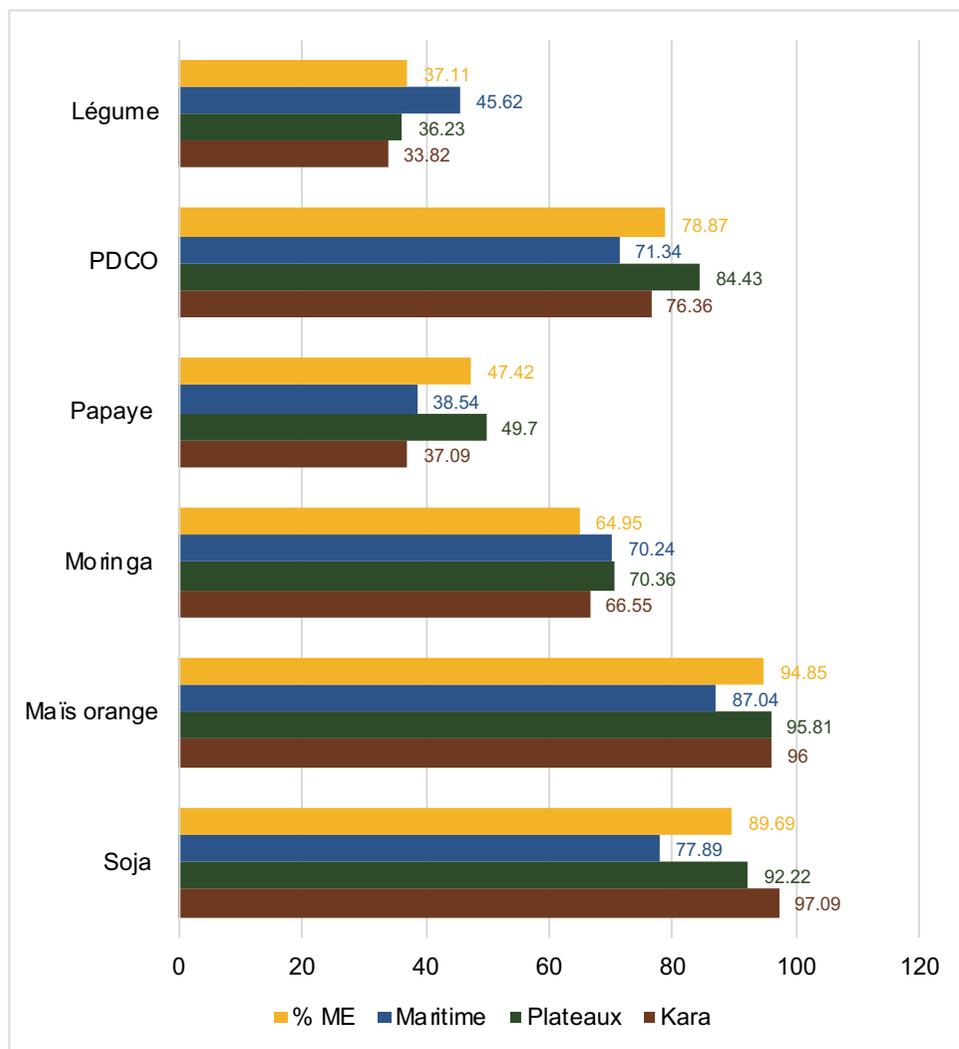


Figure 5 : Part des bénéficiaires ayant fait les différentes cultures

Une analyse comparative de la cible prévue par rapport aux réalisations montre que le Programme n'a pas atteint la cible prévue au niveau des trois (03) cultures phares. Rappelons que le moringa et la papaye sont juste quelques plants que le Programme a mis à disposition pour doter les ménages de fruits (papaye) et feuilles (moringa) pour la consommation et non pour en faire un champ.

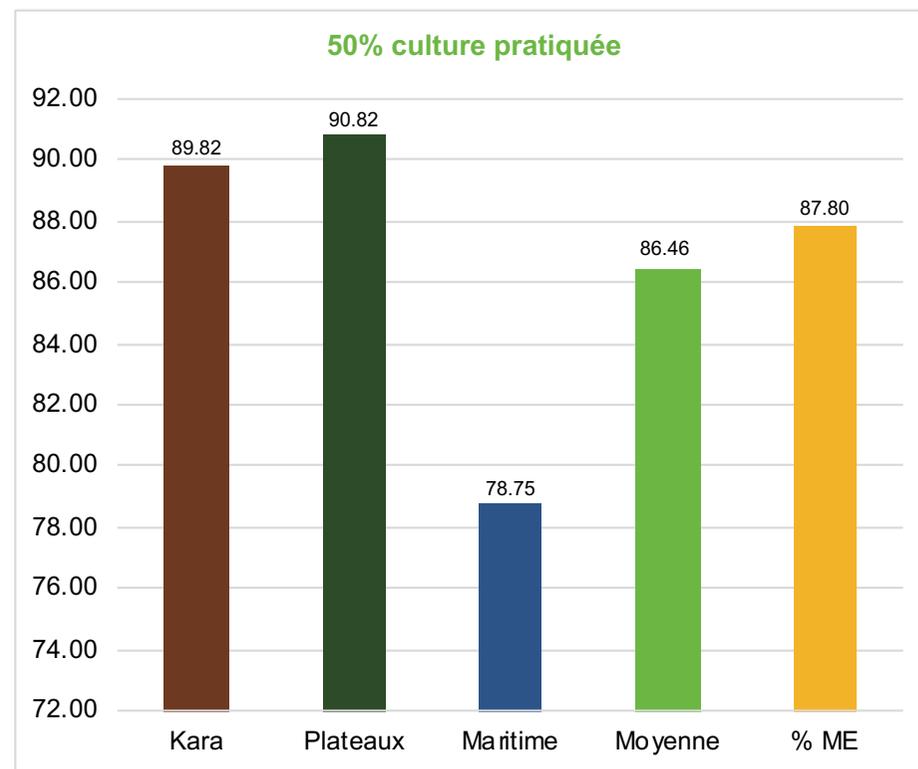


Figure 6 : Part des ménages ayant fait au moins 50% des cultures promues

Dans le courant de cette année 2022, la production du maïs orange dans toutes les zones d'intervention est de 2 230 tonnes contre 1 490 tonnes pour le soja et seulement 331 tonnes de PDCO. Les superficies totales emblavées sont de l'ordre de 1 719,5 hectares pour le maïs orange, 106,5 ha et 1 369,1 ha pour la PDCO et le soja respectivement (tableau 17).

Tableau 17 : Superficie emblavée en ha par culture et par région

Région	Production obtenue en tonne			Superficie en ha		
	Soja	Maïs orange	PDCO	Soja	Maïs orange	PDCO
Maritime	486,9	862,6	280,9	584,1	873,8	52,5
Plateaux	294,6	502,9	74,6	431,6	489,4	22,1
Kara	611,8	853,8	204,6	353,4	356,3	31,9
Total	1 490,5	2 230,6	331,6	1 369,1	1 719,5	106,5

Pour arriver à ces productions surtout pour le maïs orange et dans une moindre mesure le soja, l'une des technologies qui a favorisé ces niveaux de production est la fabrication et l'utilisation du compost. Pour l'année 2022, au total 52 millions environ de FCFA sont mobilisés pour l'achat d'engrais chimique (NPK et Urée) dans le but d'une fertilisation intégrée. Cette somme a permis d'acquérir 2 814 sacs d'engrais (NPK & Urée). En plus de ces engrais chimiques, les bénéficiaires ont fabriqué du compost à hauteur de 1 220 tonnes dans toutes les régions (tableau 18).

Tableau 18 : Montant épargné et quantité d'engrais chimiques acquise

Région	Montant épargné	Quantité d'engrais acquis en sac de 25 Kg	Quantité de compost fabriqué et utilisée en tonne
Maritime	12 165 075	658	111
Plateaux	3 885 200	210	166
Kara	36 000 000	1 946	943
Total	52 050 275	2 814	1 220

Pour l'indicateur 2.3, il est question que 24 500 ménages utilisant l'une des technologies/pratiques promues (sacs de stockage, séchoirs solaires, variétés bio-fortifiées, inoculation, semences améliorées, compost) est passée à 75%. Dans le cadre de l'évaluation des outputs, les résultats montrent que la technologie la plus utilisée par les bénéficiaires est la variété bio fortifiée dans toutes les Régions avec de légère différence entre les Régions. Le niveau le plus élevé est enregistré dans les Plateaux (90% environ) contre 88% environ dans la Maritime.

Les technologies les moins pratiquées sont entre autres les séchoirs solaire et l'inoculation par Rhizobium pour la culture de Soja (NoduMax®) dans toutes les Régions. Ces deux technologies ne sont plus promues par le programme depuis 2020 à cause de leur coût d'accessibilité relativement élevé pour les bénéficiaires.

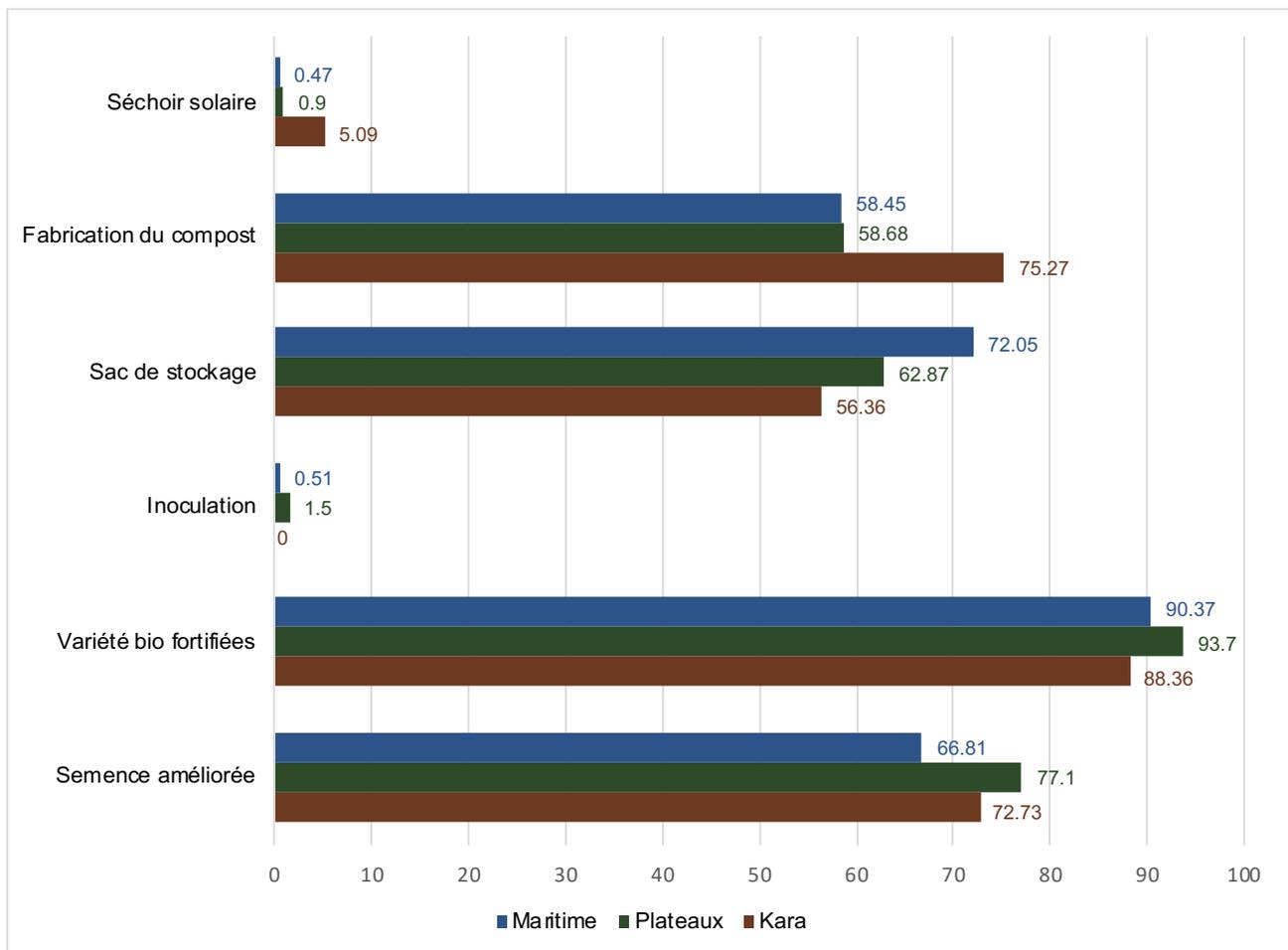


Figure 7 : Technologie promues et appliquées en 2022 par les bénéficiaires

4.2.1 Résultats liés aux AGR

En dehors de l'indicateur 2.1 de l'output 2, il est aussi question pour l'indicateur 2.2 que : « 60 % des 1 500 ménages soutenus dans les Régions Kara et Maritime pratiquent et améliorent une nouvelle activité ou complémentaire génératrice de revenus ». Pour cet indicateur, les activités ont consisté dans le courant de l'année 2022, à (i) la formation des bénéficiaires des AGR en entrepreneuriat et éducation financière, (ii) formation en technique de fabrication et d'hygiène, (iii) formation en élevage des abeilles (apiculture) et (iv) appui en matériel et équipement de transformation.

Durant toute la période d'appui aux AGR, un certain nombre de kit est offert aux bénéficiaires dans les régions Maritime et Kara. Pour cette formation en entrepreneuriat, le Programme a recruté des consultants selon les régions et en fonction des langues parlées dans chaque zone. Au total 2460 bénéficiaires sont appuyés et mise en relation avec les systèmes financiers décentralisés. Ce partenariat entre les bénéficiaires et les systèmes financiers décentralisés a permis ou facilité l'accès aux crédits pour les bénéficiaires. Ainsi, au total, 8 460 000 F CFA de crédit est accordé aux bénéficiaires dans deux Régions.

De même, les principaux types d'AGR que le programme a appuyé dans les régions Maritime et Kara sont résumés dans le tableau 19.

Tableau 19 : Principaux types d'AGR

Types d'AGR appuyés	Effectif		
	Maritime	Kara	Total
Apiculture	16	0	16
Transformation du soja			
Beignet	337	761	1 098
Farine enrichie au moringa			
Fromage			
Lait du soja			
Viande de soja			
Pâte de soja/Maïs			
Autres activités			
Bouillie de Maïs orange/mixte	212	391	603
Pâtes de aïs (akpan + com)			
Frite (Koliko de PDCO + Igbame)			
Huile			
Ragout de PDCO			
Savon			
Stockage de soja			
Collecte et transformation du karité	0	244	244
Moulin	58	56	144
Elevage	291	0	291
Total général	914	1452	2366

4.3 Résultats liés à l'output 3

Pour cet output, il est attendu que les ménages soutenus améliorent leurs connaissances et pratiques dans les domaines de l'alimentation et de l'hygiène de base, et mettent leurs savoirs en pratique. Cet output sera atteint par la réalisation de trois indicateurs : (i) le premier indicateur est relatif à l'amélioration des connaissances au niveau des bénéficiaires, y compris les hommes et est purement lié aux connaissances en nutrition (indicateur 3.1) ; (ii) le second porte sur la pratique des connaissances du premier indicateur (indicateur 3.2) et ; (iii) le troisième indicateur est relatif à l'hygiène (indicateur 3.3).

Au vu de ces indicateurs, nous constatons que les activités de nutrition/WASH contribuent à eux seules à l'atteinte de ce résultat. Pour y arriver, une série d'activités sont programmées. Il s'agit principalement des

actions de sensibilisation sur la nutrition et l'hygiène de base pour un changement de comportement. Ainsi, les approches sont : (i) les causeries éducatives qui regroupent les bénéficiaires en petit groupe de 30 – 35 personnes au maximum ; (ii) les visites à domicile (VAD) qui permettent de traiter les problèmes individuels des ménages liés à la nutrition, l'hygiène et préparation des mets ; (iii) les démonstrations culinaires qui se font après les causeries éducatives dans les mêmes conditions sur les bonnes techniques de préparations des mets locaux et (iv) les counselings. Ce paquet d'activités permet d'atteindre efficacement les bénéficiaires à changer leur comportement, et adopter les bonnes pratiques liées à la nutrition, la sécurité alimentaire, l'eau et l'hygiène de base.

A cet effet, le Programme a élaboré les thèmes (Tableau 18) liés à la sécurité alimentaire et nutritionnelle et spécifiquement à la nutrition et l'hygiène de base. Ces séances de communication pour le changement de comportement ont été menées par des volontaires de la communauté qui sont les Agents de Santé Communautaires (ASC), les Femmes Leaders (FL) et le personnel de santé s'occupant des Unités de Soins Périphériques (USP) formés à cet effet. Les thèmes développés permettent de renforcer les notions en nutrition et hygiène de base.

Tableau 20 : Thèmes de communication pour le changement de comportement en nutrition et WASH

N°	Mois	Themes	Acteurs communautaires	Formations Sanitaires
1	Janvier	CE : Alimentation de la femme enceinte, de la femme allaitante	ASC	X
		DC : Riz-haricot à la PDCO (Ayimolou)	FL	
2	Février	CE : Alimentation du jeune enfant selon les tranches d'âge et la fréquence	ASC	X
		DC : PDCO à vapeur et sauce de feuilles de patate douce / Lait de soja	FL	
3	Mars	CE : Alimentation du jeune enfant selon les tranches d'âge et la fréquence	ASC	X
		DC : Préparation du Lait de soja	FL	
4	Avril	CE : Les conséquences des mauvaises pratiques liées à l'eau, l'hygiène et l'assainissement sur la nutrition	ASC	X
		DC : Préparation de farine et bouillie enrichie au moringa (respecter toutes les étapes de préparation)	FL	
5	Mai	CE : Les conséquences des mauvaises pratiques liées à l'eau, l'hygiène et l'assainissement sur la nutrition	ASC	X
		DC : Préparation de farine et bouillie enrichie au moringa (respecter toutes les étapes de préparation)	FL	

6	Juin	CE : Importance de la consommation des aliments riches en fer, en vitamine A et en iode	ASC	X
		DC : Préparation de sauce de feuilles de moringa + pâte de soja ; Transformation de PDCO en Jus	FL	
7	Juillet	CE : Alimentation de la femme enceinte, de la femme allaitante	ASC	X
		DC : Préparation de sauce de feuilles de manioc	FL	
8	Août	CE : Les moments critiques de lavage des mains : Comment et quand se laver les mains	ASC	X
		DC : Préparation du lait de soja	FL	
9	Septembre	CE : Alimentation du jeune enfant selon les tranches d'âge et la fréquence	ASC	X
		DC : Préparation de la farine enrichie au moringa	FL	
10	Octobre	CE : Implication des parents dans l'alimentation des enfants : Alimentation active	ASC	X
		DC : Préparation de la Patate Douce à Chair Orange à vapeur	FL	
11	Novembre	CE : Voies de contamination et Barrière aux voies de contamination	ASC	X
		DC : Haricot cuit au jaune d'œuf et à la tomate (aliment de complément)	FL	
12	Décembre	CE : Comment manger équilibrer (Planche : l'alimentation équilibrée)	ASC	X
		DC : Galette à la PDCO aux légumes + Purée de papaye au jus d'orange (aliment de complément)	FL	

Depuis le début du programme, les séances de causeries éducatives sont menées deux (2) fois par mois par les ASC et une fois par mois par chaque femme leader dans les communautés (Régions Maritime et Kara). Soulignons de passage que le nombre de bénéficiaires à encadrer par un ASC varie de 60 à 70 par mois et pour toute l'année. Ceci répond bien à la politique nationale des Interventions à Base Communautaire (IBC) du Ministère de la Santé. Toutefois, le nombre à couvrir dans la Maritime par un ASC dépasse largement les normes fixées par la politique des interventions à base communautaire durant cette première Phase. De ce fait, le Programme a mis au profit les femmes leaders pendant 2015 à 2017 pour réduire l'effectif élevé de femmes à prendre en charge par les ASC lors des causeries éducatives. Celles-ci sont premièrement formées par l'équipe des agents de santé des Unités de Soins périphériques (USP) sur les techniques de communication et sur les différents thèmes contenus sur les outils de communication adaptés à leur niveau. Ensuite, elles sont briefées chaque début de mois par les responsables de formation sanitaire lors des réunions de monitoring au niveau de ces USP. Sur chaque thème spécifique à animer dans le mois qui est le même que celui des ASC

lors des réunions de monitoring. A partir de 2018, le nombre de bénéficiaires à couvrir étant proportionnel au nombre d'ASC, cette disposition prise a permis de redéfinir les rôles entre les deux catégories d'acteurs (ASC et FL). Les ASC font les causeries éducatives et les visites à domicile pendant que les FL font les démonstrations culinaires et les visites à domicile des bénéficiaires pour les exhorter à préparer les mets. Pour maximiser l'effectif des bénéficiaires à toucher par causerie éducative, ces sessions sont finalement couplées avec les sessions de Démonstration Culinaire (DC) pour lesquelles les bénéficiaires manifestent plus d'intérêt.

Dans le courant de cette année 2022, au total 195 ASC ont mené des causeries éducatives (CE) dans les communautés dans la Région Maritime. Dans les Plateaux, le Programme a mobilisé en tout 69 ASC et dans la Kara 45 ASC. Les mêmes thèmes ont été développés par le personnel des 46 USP au cours des séances de consultation prénatales, de vaccination et de contrôle promotion de la croissance (CPC) des enfants couplés avec une démonstration culinaire (DC) de préparation des bouillies enrichies dans l'USP par le personnel de la santé. Au même moment 219 femmes leader (FL) dans la Maritime, 78 FL dans les Plateaux et 40 FL dans la Kara ont enseigné au cours des séances de démonstration culinaire (DC), la préparation des mets riches en nutriments à la population cible. Ces séances de DC sont couplées avec les CE des ASC. Dans le but d'atteindre les 28 500 femmes (15-49 ans), et pour plus d'efficacité, la stratégie nutrition/WASH développée par le Programme permet de toucher en réalité les 28 500 femmes chaque mois.

Pour la gestion et le suivi des données (nombre de bénéficiaire touché par mois par activité et par séance), il est mis en place une maquette de saisie des données en fonction de la cible et en lien avec la stratégie nutrition/WASH. Ainsi, les résultats présentés dans ce rapport sont les résultats apurés et validés par les personnes impliquées dans la gestion de ces données au niveau des districts des trois régions d'intervention du Programme, les experts et assistants techniques, techniciens nutrition, santé, WASH et la cellule suivi-évaluation.

Les résultats en moyenne par mois et par région de ces séances de causeries éducatives (CE), de démonstration culinaire (DC), visites à domicile (VAD) sont présentés dans le tableau 20. Pour les données de la santé, rappelons que la stratégie consiste à toucher toutes les bénéficiaires chaque mois avec les différentes activités pour aboutir à un changement de comportement profond. De cette stratégie, la méthodologie de suivi évaluation a consisté à la mise en place d'un outil qui a permis de collecter les données et les agrégées pour chaque mois. De cette logique, les données présentées dans ce rapport sont mensuelles car le Programme doit toucher chaque mois la cible prévue avec différents messages dans l'année. La lecture à faire de ces données est différente de celle de l'agriculture.

Rappelons que dans la stratégie de la santé, les causeries éducatives et démonstration culinaires se font dans des groupes de 30-35 bénéficiaires.

Les résultats montrent que dans le courant de l'année 2022, les causeries éducatives (CE), ont permis de toucher 10 700 femmes en âge de procréer (15-49ans) dans toutes les régions. Par contre les démonstrations culinaires ont touché environ 11 500 bénéficiaires ou femme en âge de procréer (FAP). Les autres cibles toute catégorie confondue (autres femmes de 10 à 14 ans et de plus de 49 ans et les hommes) sont dans l'ordre de 3 185 pour les CE et 3 195 pour les DC.

Tableau 21 : Nombre de bénéficiaires touchés en moyenne par mois par région en 2022

Région	Causerie Educative (CE)			Démonstration Culinaire (DC)		
	FAP	Autre femme	Homme	FAP	Autre femme	Homme
Maritime 2	2 269	467	330	2 768	616	411
Maritime 3	2 431	440	293	2 404	417	241
Total Maritime	5 419	989	685	6 075	1 138	729
Maritime 3 ME	719	82	62	903	105	77
Plateaux	1 822	211	202	1 789	218	203
Plateaux ME	1 553	173	155	1 559	191	161
Total ME	2 272	255	217	2 462	296	238
Kara 2	1 164	201	425	1 214	212	162
Total M+P+K	10 677	1 657	1 528	11 540	1 863	1 332

Toutefois, depuis le début du programme (2015 – 2023), les actions liées aux causeries éducatives ont permis de toucher 17 354 femmes en âge de procréer contre 18 570 FAP touchées avec les démonstrations culinaires. Les autres cibles touchées se chiffrent à environ 4 000 et 3 100 personnes pour les CE et DC respectivement (tableau 21).

Tableau 22 : Nombre de personnes touchées par les CE et DC entre 2015 - 2023

Région	Causerie Educative			Démonstration Culinaire		
	FAP	Autre femme	Homme	FAP	Autre femme	Homme
Maritime 1	2 156	443	313	2 629	585	390
Maritime 2	2 269	467	330	2 768	616	411
Maritime 3	2 431	440	293	2 404	417	241
Total Maritime	7 575	1 433	998	8 704	1 723	1 119
Maritime 3 ME	719	82	62	903	105	77
Plateaux	1 822	211	202	1 789	218	203
Plateaux ME	1 553	173	155	1 559	191	161
Total ME	2 272	255	217	2 462	296	238
Kara 1	4 522	-	-	4 400	-	-
Kara 2	1 164	201	425	1 214	212	162
Total Kara	5 686	201	425	5 614	212	162
Total M+P+K	17 354	2 100	1 841	18 570	2 449	1 723

Les résultats du tableau ci-dessus montrent que la cible attendue n'a pas été totalement couverte par les actions de la santé. Si nous faisons un rapprochement entre les résultats de l'agriculture et ceux de la santé, nous constatons que le taux de couverture des actions de la santé par les actions de l'agriculture en termes de nombre de personnes ou bénéficiaires atteint est de 85% dans la Kara contre 51% environ dans la Maritime. La moyenne de toutes les Régions est de 65% environ (figure 8).

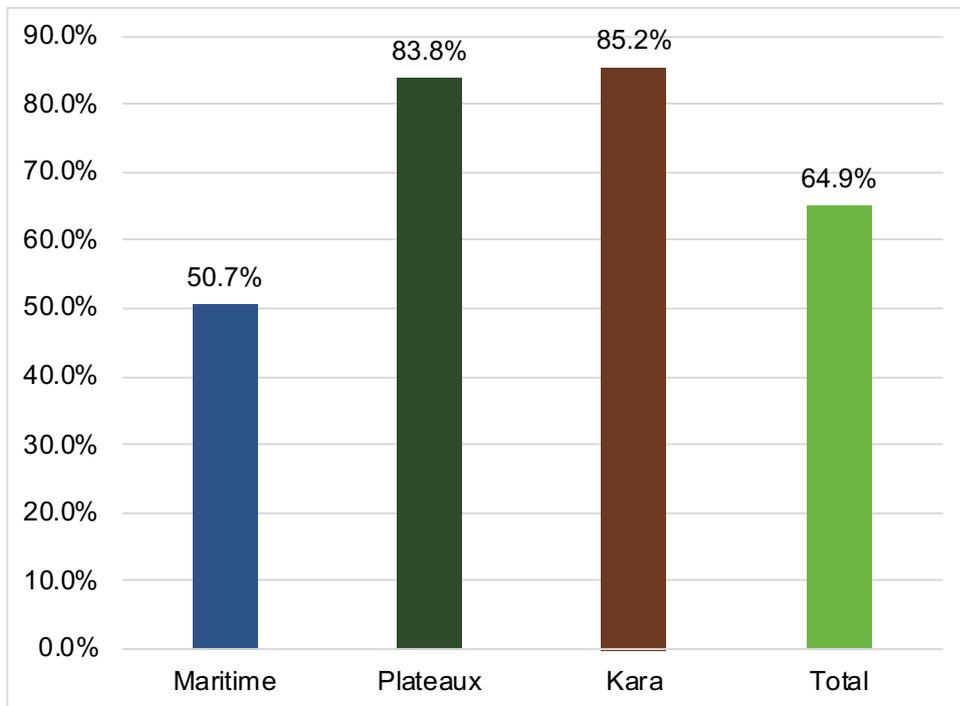


Figure 8 : Taux de couverture des actions de la santé par l'agriculture



Il faut noter que les données du tableau 21 ne sont pas cumulatives, mais une moyenne est considérée pour chaque activité de CE. La raison fondamentale est liée au fait que nous ne devons pas comptabiliser une femme plusieurs fois dans le mois en vue d'éviter les doublons. Logiquement, une femme bénéficiaire de ces différentes activités est comptabilisée une seule fois, car c'est tout le paquet qui assure la bonne nutrition et l'hygiène.

Sur le plan, hygiène, des actions ont été menées pour rendre plus disponible l'eau de boisson plus potable. Ainsi, le programme a construit six (06) forages équipés de poste d'eau autonome dont cinq dans la Kara et 1 dans la Maritime (image 1). Ces forages à double usage ont permis de faire la multiplication des boutures de PDCO, associé à la petite irrigation et



l'amélioration de l'eau de boisson. Ils permettent de couvrir environ 24 000 personnes directes dans ces 6 villages. Toujours dans le cadre du renforcement des actions de WASH, le programme a mis en œuvre un mini projet d'amélioration des conditions d'hygiène dans 16 villages d'intervention dont 7 de Moyen Mono 2 de l'Ogou et 7 de Dankpen. Ces villages ont été retenus à cause de l'état d'insalubrité persistante malgré les actions courantes d'hygiène menées par le programme dans tous ses villages. Pour permettre une bonne atteinte des résultats escomptés ProSecAI a procédé au déclenchement

de ces villages sur la question de l'hygiène du milieu. Cette approche participative a permis de mobiliser les populations à travers des actions collective de masse (balayage des villages, destruction des dépotoirs sauvages, ...) et individuelles dans les ménages (entretien des cours, construction des ouvrages sanitaires, des enclos aux animaux, ...). Au terme de ce projet qui a duré 15 mois qui a été conduit par les ONG JVS dans les Moyen Mono et l'Ogou et ADESCO dans le Dankpen des résultats satisfaisants ont été obtenus : l'environnement général des 16 villages est devenu propre avec 89,5% des ménages qui sont aussi rendus propres⁴. En termes d'ouvrage d'assainissement, 230 ménages ont construit de nouvelles latrines, 342 douches ont été construites, 988 ménages ont construits un puisard à leurs douches et 247 ménages ont construit des enclos aux animaux.



De même, le programme a acquis des matériels et kit de démonstrations culinaires pour les USP non ProSecAI en vue d'intensifier les actions envers les enfants et améliorer leur nutrition. C'est ainsi que le programme a mis à la disposition d'un certain nombre de centre de santé des hauts parleurs pour la sensibilisation de masse. De même, cinquante (50) baffles sont acquis et mises à dispositions des USP pour les animations et sensibilisation de masse.

Dans le but d'intensifier ces actions, le programme a initié des activités de ciné mobile par des projections d'un film⁵ sur les thématiques de ProSecAI en travers d'un tricycle mobil qui était déployé dans les villages de la Kara et de la Maritime, en vue de renforcer les notions de base en nutrition et hygiène de base dans la Maritime et Kara surtout dans les anciens villages. Cette activité a touché environ 5 500 personnes y compris les bénéficiaires du programme. Ce film est dans les différentes langues locales des zones ciblées.

4 Résultats évaluation ProSecAI projet salubrité publique, mars 2022.

5 Nawdem <https://youtu.be/eZiXif6MYk>
Konkomba <https://youtu.be/RygYtzE9yMw>
Kabye <https://youtu.be/sIZUQ1QQXjg>
Ewe <https://youtu.be/ZAPaYzeo5T0>

Cibles indirectes touchées

Pour les activités de masse, les causeries éducatives et démonstration culinaire dans les centres de santé, ont permis de toucher 235 432 personnes hors zone du programme et qui fréquentent les centres de santé. Ces personnes reçoivent des conseils nutritionnels et d'hygiène lors des visites au niveau des USP.



4.4 Résultats liés à l'output 4

L'Output vise à ce que les "Capacités du Ministère de l'agriculture en matière de coordination multisectorielle des acteurs concernés par la sécurité alimentaire ont été renforcées". Dans cet objectif, les actions ont été organisées selon les différents axes ci-dessous :

4.4.1 Appui au renforcement de la coordination multisectorielle pour la SAN

Au cours de cette année, le ProSecAI a poursuivi son appui au mouvement SUN au Togo ainsi qu'à la taskforce multisectorielle pour la nutrition au Togo. Le projet a apporté son appui technique et financier au réseau académique pour la Nutrition du SUN (ResANut) pour l'organisation des premières journées scientifiques de Nutrition au Togo. La taskforce a également bénéficié de l'appui du programme en équipements informatiques afin de faciliter en particulier le rapportage et le suivi-évaluation pour la nutrition.

Cette année 2022, le ProSecAI a également développé un partenariat avec le Programme Alimentaire Mondial des Nations Unies au Togo (PAM-Togo) afin de renforcer les échanges et la coordination entre les partenaires/donateurs supportant la nutrition au Togo.

Dans le cadre de ce nouveau partenariat, avec l'appui financier et technique du ProSecAI, le PAM est en cours d'implémentation d'un projet de cantine scolaire dans trois (03) écoles primaires et publiques dans les zones d'intervention du ProSecAI de la région de Kara. A travers ce projet, le PAM intégrera dans l'alimentation de la Patate Douce à Chair orange et du maïs orange bio fortifiés en vitamine A afin d'améliorer la qualité nutritionnelle des repas servis.

4.4.2 Appui à l'intégration et opérationnalisation d'approches d'agriculture sensible à la nutrition (ASN) dans les politiques et programmes nationaux

Capitalisation et diffusion des bonnes pratiques du programme aux institutions partenaires

En vue de la fin du programme prévue pour 2023, mais aussi pour sa pérennisation, le ProSecAI a organisé son atelier national de capitalisation en collaboration avec ses partenaires clés. Sept (07) bonnes pratiques documentées sur la base de l'expérience du projet ont été validées et sont en cours de diffusion auprès des acteurs clés du renforcement de la SAN au Togo. Il s'agit en particulier de :

- La promotion des cultures bio fortifiées auprès des ménages ruraux pour améliorer la nutrition : cas de la Patate Douce à Chair Orange et du Maïs orange ;
- La démonstration culinaire des mets locaux pour l'amélioration de la nutrition ;
- Les ateliers ruraux d'évaluation du ProSecAI comme approche d'Evaluation Rurale Participative pour le renforcement de la nutrition au Togo ;
- Les femmes leaders, actrices communautaires pour la diffusion des connaissances sur la nutrition et les recettes innovantes de mets nutritifs ;
- La gestion de proximité et de suivi des bénéficiaires par les animateurs endogènes (AE) ;
- La fabrication et utilisation du compost en fertilisation intégrée ;
- L'épargne progressive pour l'achat des intrants agricoles par les bénéficiaires du ProSecAI.

Diffusion et intégration d'approches d'agriculture sensible à la nutrition (ASN)

Dans son appui à renforcer la gouvernance pour la sécurité alimentaire et nutritionnelle (SAN), le programme a mis un accent particulier sur la promotion des approches d'ASN. Dans ce cadre des ateliers et formations des partenaires sur ce sujet ont eu lieu entre 2018 et 2019. Dans cette démarche, en 2022, le ProSecAI a accompagné le projet d'appui au MIFA (ProMIFA) (financé par le FIDA) dans l'intégration de la thématique de nutrition. Ainsi 39 conseillers techniques de l'ICAT (régions des Savanes, Kara, Plateaux) ont été formés avec l'intervention du ProSecAI sur "les approches d'agriculture sensible à la nutrition en lien avec le maraîchage". Un manuel de formation sur le maraîchage intégrant un module sur la nutrition a été produit et rendu disponible.

L'année 2022 a été marquée par l'inscription effective des variétés bio fortifiées promues par ProSecAI dans le catalogue national des semences des variétés. Le programme a donc associé à cela une série de renforcement de capacités des services compétents (DSP, ITRA) du ministère de l'agriculture et un accompagnement technique dans i) l'élaboration d'une stratégie nationale visant à la promotion des cultures bio fortifiées par la DSP ; ii) la mise en place de réseaux de semenciers (maïs orange) et de multiplicateurs de boutures de PDCO et iii) la mise en réseau des acteurs de cette chaîne de valeur ; en particulier les transformateurs et acheteurs. L'objectif visé est de garantir l'intégration durable de ces cultures bio fortifiées dans le système de production togolais.

Collaboration avec les communes sur la nutrition

Avec le processus de mise en place des communes au Togo depuis 2018, le ProSecAI a saisi cette opportunité pour le renforcement de la gouvernance pour la nutrition. En 2022, les maires et conseillers municipaux des communes touchées dans les Plateaux par ProSecAI à savoir **Haho 1, Haho 3, Ogou 1, Ogou 4, Moyen-Mono 1, Moyen-Mono 2** ont été formés sur la nutrition et les interventions de SAN. A cette formation étaient également présentes les communes de **Haho 4, Kéran 1 et Amou 1**, communes avoisinant les communes d'intervention du ProSecAI. Au total, 25 élus locaux ont été formés dont six (6) maires.

Au total, sur 28 mairies ciblées (dont 25 mairies venant des communes touchées par le programme), le ProSecAI avec l'appui du partenaire de la Division de la Nutrition du Ministère de la santé, a pu former **81 élus locaux et agents municipaux**, dont **17 maires**.

Ce renforcement des capacités contribue également à la pérennisation des actions initiées dans les communautés. En effet, suite aux formations, quatre (4) communes à savoir **Bas-Mono 2, Dankpen 2, Binah 1 et Yoto 3** ont intégré dans leurs plans d'activités, des actions de sécurité alimentaire et nutritionnelle (telles que des émissions débats radios et campagnes de sensibilisation et éducation nutritionnelle des communautés, ...). Ces communes planifient également, l'intégration de la thématique dans leur plan de développement communaux (PDC).

Appui au Master Nutrition et Sécurité Alimentaire de l'Université de Kara

Afin de renforcer les capacités et l'expertise techniques nationales pour le renforcement de la nutrition, le ProSecAI a appuyé la mise en place d'un Master professionnel à l'Université de Kara. Cette année 2022, pour sa deuxième promotion de 17 étudiants, le Master a bénéficié d'une contribution financière du projet qui lui a permis de se renforcer à travers :

- La mise en place d'une plateforme d'enseignement en ligne ;
- Le financement chargé d'experts internationaux pour des cours de mission ;
- L'achat de matériel didactique et pédagogique (ordinateurs, vidéoprojecteurs, équipement de laboratoire) ;

Des experts du ProSecAI ont également animé deux conférences thématiques sur 'la promotion des cultures bio fortifiées pour la SAN' et 'le suivi-évaluation des programmes de SAN'.

Il faut noter que depuis 2019, ce Master a eu deux promotions d'étudiants soit au total **53 étudiants (26 femmes, 27 hommes)** avec à ce jour 31 diplômés. Plusieurs étudiants diplômés sont des cadres du ministère de la santé. Le Master est significativement en train de renforcer et créer un pool d'expertise nationale pour la nutrition au Togo.

4.4.3 Appui au renforcement des systèmes de données et d'informations de la SAN

Dans le cadre de sa contribution au renforcement du système de suivi pour la SAN, le ministère de l'Agriculture a été soutenu dans le développement d'un plan d'action pour le renforcement du système d'information pour la SAN et l'intégration effective d'indicateurs d'agriculture sensible à la nutrition.

D'autre part, le projet a également apporté sa contribution en participant aux sessions d'analyse du Cadre Harmonisé pour le suivi de l'insécurité alimentaire au Togo.

En outre, cette année le projet a commandité une étude d'analyse de l'économie des ménages dans ses zones d'intervention. Les résultats obtenus contribueront à augmenter la base d'informations disponibles pour informer et orienter les programmes et projets.

Depuis 2020, le programme met activement en œuvre plusieurs actions pour faciliter la pérennisation des activités initiées. Ainsi entre autres, il convient de relever :

Pérennisation à travers les comités SAN dans les communautés

Un autre mécanisme de pérennisation est la mise en place de 99 Comités Sécurité Alimentaire et Nutritionnels (CSAN) avec chacun cinq (05) membres (Président(e), Secrétaire, Trésorier (ère), Conseiller (ère) hygiène alimentaire, Conseiller (ère) production agricole) qui sont intégrés dans les CVD. Ces CSAN ont été mis en lien avec les mairies dans les communes touchées par ProSecAI. Un guide décrivant le processus de la mise en place et les rôles et responsabilités de ces CSAN a été élaboré. A travers ses membres les CSAN accompagneront la population, à :

- Continuer à produire les cultures promues par ProSecAI selon les bonnes pratiques agricoles enseignées ;
- Poursuivre les bonnes pratiques nutritionnelles et l'hygiène enseignées ;
- Encourager les ménages à continuer à préparer les différents mets enseignés par ProSecAI.

Capitalisation et transfert des acquis aux partenaires

Pour renforcer sa pérennisation, le programme a également mis en marche le processus de transfert officiel de l'ensemble des acquis et de la documentation produite à ses partenaires officiels. Près de 150 documents numériques ont été compilés et répertoriés pour le transfert physique aux partenaires. Et en outre, d'ici début 2023, cette documentation sera également diffusée et consultable sur le site web du ministère de l'agriculture. Une partie de cette documentation sera également disponible à travers la médiathèque de l'application mobile eAgriconseil+⁶ développée conjointement par le MAEDR (ICAT, DSID) et la GIZ. Les démarches sont en cours pour rendre la documentation accessible également sur le site web du ministère de la santé.

6 Télécharger eAgriconseil+ (https://play.google.com/store/apps/details?id=tg.statagritogo.e_agriconseil&hl=In&gl=US&pli=1)

Bilan des défis et recommandations

Une bonne gouvernance des actions de sécurité alimentaire et nutritionnelle est essentielle pour accélérer la réduction de la prévalence de la malnutrition et améliorer l'état nutritionnel des populations au Togo. Les défis sont nombreux étant donné entre autres la multiplicité des acteurs impliqués et la nécessité d'actions multisectorielles et pluridisciplinaires. Au cours de son accompagnement aux partenaires, les principaux défis rencontrés par le programme peuvent être résumés comme suit :

- **La coordination insuffisante des acteurs de la SAN.** Depuis 2018 la taskforce multisectorielle pour la nutrition, assure la concertation au niveau centrale en attendant la mise en place d'une plateforme prévue par un décret officiel du gouvernement. Les conséquences de cette situation sont une faible coordination de tous les acteurs impliqués et de leurs actions sur le terrain, mais aussi une faible mobilisation de ressources pour la nutrition.
- Avec la décentralisation en marche, il sera nécessaire d'envisager rigoureusement la place et le rôle des communes.

La collaboration entre les deux secteurs clés de la santé et l'agriculture soutenue par ProSecAI s'est améliorée ces cinq dernières années ; mais ce renforcement doit se poursuivre afin que plus d'actions intégrées Agriculture-Santé-Nutrition-Hygiène soient développées pour plus d'efficacité et d'impacts. Aussi avec la décentralisation, il existe une opportunité que les communes puissent jouer un plus grand rôle dans la SAN.

- **Le faible financement des actions de nutrition.** Les interventions de nutrition souffrent d'un manque de financement. Des lignes budgétaires nationales ne sont pas spécifiquement allouées à cela (PNSMN 2019-2023)⁷. En conséquence, le renforcement de la nutrition dépend dans une grande mesure des appuis des partenaires techniques et financiers (Unicef, PAM, FAO, GIZ, Banque Mondiale, ...).
- **L'insuffisance de personnel qualifié et d'expertise en nutrition.** Les analyses causales de la malnutrition ont aussi relevé ce défi (PNSMN 2019-2023). Que cela soit au niveau des agents de santé que des agents du secteur agricole, les connaissances nécessaires sur la malnutrition et les actions essentielles de nutrition sont faibles. Les acteurs du secteur agricole ont besoin en particulier d'être renforcés sur les liens agriculture, santé, nutrition. Ils seront ainsi outillés pour l'élaboration et implémentation avec succès de programmes et projets sensibles à la nutrition.
- **L'insuffisance de données statistiques nationales sur la sécurité alimentaire et la nutrition.** Malheureusement, les enquêtes de sécurité alimentaire et de nutrition n'ont pas lieu assez régulièrement pour informer les prises de décision et l'élaboration des stratégies d'intervention adaptées. Par exemple, la dernière Enquête Démographique et de Santé (EDS) renseignant sur les principaux indicateurs de malnutrition date de 2014. A cela s'ajoute les défis de la couverture

7 Plan National Stratégique Multisectoriel pour la Nutrition, 2019-2023

de toutes les régions, le niveau de désagrégation des données mais aussi la spécificité des indicateurs utilisés. Les systèmes d'information et de données ont également besoin de plus d'investissement national.

Recommandation sur le plaidoyer pour la nutrition

Surmonter les défis évoqués demande des actions ciblées et spécifiques. Néanmoins, une action qui pourrait contribuer significativement à lever plusieurs barrières est celle d'un plaidoyer soutenu pour la nutrition. Le plaidoyer pour la nutrition doit être intensifié. Il doit être fait par tous les acteurs et envers toutes les parties prenantes et les investisseurs potentiels.

Mais surtout par rapport au principal défi de la mise en place d'une plateforme de coordination, un plaidoyer politique soutenu devra être fait par la taskforce envers les premières autorités gouvernementales. L'objectif d'un tel plaidoyer politique serait de :

- Faire comprendre et reconnaître la sécurité alimentaire et la nutrition comme des domaines prioritaires d'investissement pour le développement ;
- Avoir l'engagement ferme du gouvernement à agir et investir plus pour la nutrition.

Tableau 23 : Résumé des réalisations de l'output 4

Indicateurs	Cibles	Réalizations
<p>4.1 En sensibilisant 20 acteurs au niveau national et 20 au niveau régional [...], la conscience de la nécessité d'une coordination multisectorielle des mesures de sécurité alimentaire a été accrue.</p>	<ul style="list-style-type: none"> • 20 acteurs niveau national; • 20 acteurs niveau régional 	<p>En 2018,</p> <ul style="list-style-type: none"> • 8 acteurs niveau national • 5 acteurs niveau régional ; sensibilisés sur les interventions multisectorielles pour la SAN <p>En 2019,</p> <ul style="list-style-type: none"> • 28 partenaires des ministères – niveau national • 8 partenaires des ministères – niveau régional • 3 partenaires d'ONG- niveau régional • 5 partenaires d'Université ; formés sur l'ASN et les interventions multisectorielles pour la SAN <p>En 2021 et 2022,</p> <ul style="list-style-type: none"> • 81 conseillers municipaux (dont 17 maires) formés sur les interventions multisectorielles pour la SAN <p>Total : 138 acteurs</p> <ul style="list-style-type: none"> • 36 acteurs niveau national • 102 acteurs niveau régional et déconcentré

<p>4.2 Les capacités de 15 acteurs nationaux et 15 acteurs régionaux à coordonner et à surveiller la sécurité alimentaire multisectorielle sont renforcées par des mesures de développement du personnel</p>	<ul style="list-style-type: none"> • 15 acteurs nationaux formés • 15 acteurs régionaux formés 	<p>En 2021,</p> <ul style="list-style-type: none"> • 20 acteurs au niveau national • 16 acteurs au niveau régional ; formés sur le suivi de la SAN et les indicateurs d'ASN
<p>4.3 Deux expériences modèles coordonnées avec d'autres donateurs et partenaires sont accessibles à un large public de spécialistes (structures nationales, donateurs et organisations internationales, etc.)</p>	<p>2 expériences modèles (bonnes pratiques/approches ProSecAI sensibles à la nutrition)</p>	<ul style="list-style-type: none"> • 7 expériences modèles (Bonnes pratiques) ont été documentées, validées avec les partenaires et sont diffusées auprès des acteurs de la SAN

4.4 Les approches développées par le projet (démonstrations culinaires, recettes, introductions de nouvelles cultures, ...) sont utilisées par trois organisations gouvernementales et/ou non gouvernementales

3 organisations gouvernementales et/ou non gouvernementales utilisent les approches développées

Les approches développées sont utilisées par au moins **6 organisations/structures partenaires** :

1. La démonstration culinaire sur la transformation du soja a été mise en œuvre par le **programme PASA de la Banque Mondiale** en collaboration avec la Division de Nutrition
2. Les démonstrations culinaires des bouillies enrichies sont intégrées et est mise en œuvre sur fonds propres par des **centres de santé communautaires** du **Ministère de Sante** des régions Maritime, Central, Kara et Plateaux (près de 200 USP)
3. Les cultures bio fortifiées (maïs orange et Patate douce a chair orange) promues par le ProSecAI ont été intégrées par le **Ministère de l'Agriculture** dans le catalogue national des semences. Une stratégie sur le développement des cultures bio fortifiée a été élaborée par la **Direction de Semence et Plants (DSP)** du **Ministère de l'Agriculture**
4. La production de la Patate douce a chair orange (bio fortifiées) a été intégrée par le **PAM** dans un projet de cantines scolaires dans la région de la Kara
5. Un module de formation sur l'Agriculture sensible à la nutrition et le maraîchage a été intégrée et utilisé par le **ProMIFA (financé par IFAD)** pour former 39 conseillers techniques Agricoles d'ICAT dans les régions Savane, Kara, Plateaux
6. Les manuels et guides de formation (sur la patate douce orange, soja, maïs, légumes-feuilles) et les livrets recettes élaborés par le ProSecAI sont utilisés par le **projet FSRP de la Banque mondiale** pour la formation de bénéficiaires dans les régions Savane, Kara et Centrale

Personnel du programme



Asha STINDL

**Chargée Pays Togo –
Unité de coordination**

Mail : asha.stindl@giz.de



Silke KOENIGHOFER

Chargée de projet – Lomé

Contact : +228 70 49 69 80
Mail : silke.koenighofer@giz.de



Koffi EDOU

**Coordonnateur national
développement rural – Lomé**

Contact : +228 93 77 28 10
Mail : koffi.edou@giz.de



Déborah BADOMBENA-WANTA

**CTN Sécurité alimentaire et
Nutritionnelle,
Responsable Output D – Lomé**

Contact : +228 70 35 02 24
Mail: di-sokline.badombenawanta@giz.de



Akossiwa ADANZOUKIN

Assistante – Lomé

Contact : +228 70 50 36 17
Mail : akossiwa.adanzoukin@giz.de



Dr Kerstin HELL

**Chef de Mission, Responsable
Output A – Lomé**

Contact : +228 97 72 57 77- Lomé
Mail : Kerstin.Hell@gfa-group.de



Raymond Kodjo KEKE

**Chef de Mission Adjoint & Expert en
Suivi-Evaluation – Lomé**

Contact : +228 98 70 41 55 - Lomé
Mail : Raymond.Keke@gfa-group.de
Privé : keraymondo@gmail.com



Emmanuel KOESSAN

**Responsable Administratif et Financier
– Lomé**

Contact : +228 99 64 16 00
Mail : Koessan.Emmanuel@gfa-group.de
Privé : manu4010@hotmail.com



Josué ALATE

**Expert en gestion de projets agricoles,
Chef de fil Agriculture – Lomé**

Contact : +228 98 12 52 08 - Lomé
Mail : Josue.Alate@gfa-group.de
Privé : alatejosue@gmail.com



Lucie Mansa VEWONY,

**Experte en nutrition et sécurité
alimentaire/C4D, Chef de fil Santé –
Lomé**

Contact +228 98 13 53 74 - Lomé
Mail : Lucie.Vewonyi@gfa-group.de
Privé : lucieeze@yahoo.fr



Ladi TCHAGBATAO

Experte AGR – Lomé

Contact : +228 96 64 63 78

Mail : Tchagbato.Ladi@gfa-group.de

Privé : tchagbatao@yahoo.fr



Essè AKLIKOKOU

**Assistant Technique en Santé et
Développement Communautaire,
Zone Avé – Lomé**

Contact : 98 14 65 91

Mail : Esse.Aklikokou@gfa-group.de

Privé : aklikomlan1979@gmail.com



Honoré AMEVO

Expert junior Suivi-Evaluation – Lomé

Contact : +228 98 48 21 48

Mail : Amevo.Honore@gfa-group.de

Privé : hola77amevo@gmail.com



Hubertine KPEDOU

Comptable Subvention Locale

Contact : +228 96 11 33 27

Mail : hubertine.kpedou@gfa-group.de

Privé : Kpedouhuberta@gmail.com



Frédéric DEGBE

Comptable – Lomé

Contact : +228 99 81 27 17

Mail : frederic.degbe@gfa-group.de

Privé : degbefred@gmail.com



André ASSAFOGAN

**Expert en Eau, Hygiène et
Assainissement – Lomé**

Contact : +228 97 07 92 26

Mail : Kossi.Assafogan@gfa-group.de

Privé : mensakof@gmail.com



Ekoué TOUTOU LANGNEBLE

Expert en Agriculture – Lomé

Contact : 99 04 82 01

Mail : Charbel.toutou@gfa-group.de

Privé : toutlangne@gmail.com



Espoir GOUROU

**Assistant Technique en Agriculture, Zone
Bas Mono – Lomé**

Contact : +228 98 51 51 58

Mail : Kodzo.Gourou@gfa-group.de

Privé : gernesto2009@gmail.com



Komla KPODO

**Assistant Technique en Santé et
Développement Communautaire – Lomé**

Contact : +228 97 47 16 19

Mail : Komla.Kpodo@gfa-group.de

Privé : enoumoua@gmail.com



Marius KOUTSAWA

**Assistant Technique en Agriculture,
Zone Avé – Lomé**

Contact : +228 97 58 90 50

Mail : Marius.Koutsawa@gfagroup.de

Privé : koutsmarius@yahoo.fr



Michel FAMBO

**Assistant Technique en Santé et
Développement Communautaire
– Lomé**

Contact : +228 99 40 57 33

Mail : Michel.Fambo@gfa-group.de

Privé : michelfambo@gmail.com



Maxime AKPABLA

**Assistant Technique en Agriculture,
Zone Yoto – Lomé**

Contact : +228 99 67 14 51

Mail : Kokou.Akpabla@gfa-group.de

Privé : akpabla.kokou996@gmail.com



Carmel ATCHAO

**Secrétaire-Comptable
– Lomé**

Contact : + 228 96 36 47 20

Mail: Essolma-Afi.Atchao@gfagroup.de

Privé : atsao_carmel@yahoo.fr



Laurent AKPABIE

**Assistant Technique en Agriculture
– Atakpamé**

Contact : +228 98 67 26 49

Mail : Akouete.AKPABIE@gfa-group.de

Privé : laurenagro09@gmail.com



Essognim KOZAH

**Secrétaire-Comptable
– Atakpamé**

Contact : +228 98 05 91 01

Mail : Kozah.Essognim@gfa-group.de

Privé : kozahessognim@yahoo.fr



Paulin DOGO

**Expert en Agriculture et Responsable
Bureau – Atakpamé**

Contact : +228 96 80 13 20

Mail : Dogo.Madawe@gfa-group.de

Privé : dogo.madawe@gmail.com



Victoire AKOBI

**Experte en santé et développement
communautaire – Atakpamé**

Contact : +228 99 99 71 49

Mail : Victoire.Akobi@gfa-group.de

Privé : victoireakobi@yahoo.fr



Jean-Baptiste BATOCFETOU

**Assistant Technique en santé et
développement communautaire –
Atakpamé**

Contact : +228 98 29 03 22

Mail : Jean.BATOCFETOU@gfa-group.de

Privé : batocjean73@gmail.com



Essozolah LEMON

Comptable Subvention Locale – Kara

Contact : +228 99 71 08 74

Mail : essozolah.lemon@gfa-group.de

Privé : michelolemon@gmail.com



Marie DENEUBOURG,

**Conseillère en Sécurité Alimentaire,
Chef Bureau Kara et chargée de
communication – Kara**

Contact : +228 96 36 47 16

Mail : Marie.Deneubourg@gfagroup.de



Atinadi KONZOU

Expert en Agriculture – Kara

Contact : +228 96 36 47 22

Mail : Atinadi.Konzou@gfa-group.de

Privé : atinadik@yahoo.fr



Désiré HOUEDJI

**Expert en santé et Développement
Communautaire – Kara**

Contact : +228 98 43 38 90

Mail : Kossivi.Houedji@gfa-group.de

Privé : houedji1@yahoo.fr



Efoe KOUSSOUGBO

**Assistant Technique en Agriculture
– Kara**

Contact : +228 98 67 33 08

Mail : Efoe.Koussougbo@gfagroup.de

Privé : ekoussougbo@yahoo.fr



Clément AYI

**Assistant Technique en santé et
développement communautaire – Kara**

Contact : +228 99 62 23 51

Mail : Ayi.Clement@gfa-group.de

Privé : ayidjwonou13@yahoo.fr



Edoh SIMYELI

Secrétaire-comptable – Kara

Contact : +228 96 59 96 04

Mail : Edoh.Simyeli@gfa-group.de

Privé : simyeliEdoh1992@gmail.com



Augustine AGAYI

Consultante en comptabilité

Contact : +228 90 98 74 42

Mail : akouviagayi@gmail.com



Gnimdou MALAROU

Stagiaire Suivi-Evaluation

Contact : +228 92 80 55 89

Mail : reinemalarou@gmail.com



Komla GASSOR

Chauffeur – Lomé

Contact : +228 96 36 47 19



Alex KOKOLOU

Chauffeur – Kara

Contact : +228 96 18 85 79



Alex AGOUDA

Chauffeur – Kara

Contact : +228 79 30 17 79



Koku MOTO
Chauffeur – Lomé

Contact : +228 96 36 47 21



Selorm KUNKPE
Chauffeur – Lomé

Contact : +228 96 36 47 24



Kafui EDIHE
Chauffeur – Lomé

Contact : +228 70 59 06 51



Kokou TSIKPLONOU
Chauffeur – Atakpamé

Contact : +228 99 63 53 10



Amavi BANDJE
Chauffeur – Atakpamé

Contact : +228 98 15 04 68



MENSAH-DJOBOKU Kpotivi
Chauffeur – Lomé

Contact : +228 90 00 94 94

Annexe

Liste des mairies

COMMUNE	FONCTIONS	NOMS	EMAIL
BINAH 1	MAIRE	BAMAZE Tchao Madjatom	hpamahsy@gmail.com
	ADJOINT AU MAIRE		
	SECRETAIRE GENERAL		
	CONSEILLER 1	ABALODO Tamkounawè	licorneab@outlook.com
	CONSEILLER 2	KOUDINA Tomfey	capejr2001@yahoo.fr
BINAH 2	MAIRE	TATANGUE Ali	ali.doctuer@yahoo.fr
	ADJOINT AU MAIRE		
	SECRETAIRE GENERAL		
	CONSEILLER 1	DONGAWA Mamam	mamamdongawa@gmail.com
	CONSEILLER 2	ABEYA Koumassi	
DANKPEN 1	MAIRE	BEGUEM Nakodja	andrebeguem@gmail.com
	ADJOINT AU MAIRE		
	SECRETAIRE GENERAL	BOPRE Kaya	kayabopre875@gmail.com
	CONSEILLER 1	KPEGNOU Ngbambani	ngbambanikpegnou1989@gmail.com
DANKPEN 2	MAIRE	TITTORA Nare Tanma	tittorahelene25@gmail.com
	ADJOINT AU MAIRE		
	SECRETAIRE GENERAL	ALI Gbati	raphaelgbati@gmail.com
	CONSEILLER 1	KPONKPON Agoua	kponkponramatou@gmail.com

DANKPEN 3	MAIRE	KOULOU N'yobol	
	ADJOINT AU MAIRE	TATERE Makimoré	tatérémakimoré@gmail.com
	SECRETAIRE GENERAL	LABANME Mabadaye	silaslabanme@gmail.com
	CONSEILLER 1	TAGONE S. N'kпамbe	tagonejeanne@gmail.com
DOUFELGOU 1	MAIRE	KPANKPALGO Bassawélé	kpankpalgobassawe@gmail.com
	ADJOINT AU MAIRE	WAGUENA M. Balakom	waguenabalakom@gmail.com
	SECRETAIRE GENERAL		
	CONSEILLER 1	BABA Yala	babayala69@gmail.com
	CONSEILLER 2	SIMFEYA Tikankouma	clementinesimfeya@gmail.com ; tina simfeya @gmail.com
KOZAH 1	MAIRE	PIDABI Pawoubadi	pawoubadi@netcourrier.com
	ADJOINT AU MAIRE		
	SECRETAIRE GENERAL		
	CONSEILLER 1	TCHANDAO Wélla	weltchan@gmail.com
	CONSEILLER 2	KENAO-Todom N'na	melakenao@gmail.com
	CHARGE DE PLANIFICATION	DOVE Poyotchèba	benjoseph@gmail.com
KOZAH 4	MAIRE	ADOM Simféilé	adomsimmellon@hotmail.com
	ADJOINT AU MAIRE	PESSE Koffi	patrice.pesse@gmail.com
	SECRETAIRE GENERAL		
	CONSEILLER 1	MINSA Koudjoukalo	
	CONSEILLER 2	DIZEWE Essotolom	dizewe@gmail.com

BAS-MONO 1	MAIRE	DJOGBESSI Anani	victordjogbessi@gmail.com ; communebasmono@gmail.com
	ADJOINT AU MAIRE		
	SECRETAIRE GENERAL	KOUMAKO Togbé	koumakotogbe@yahoo.fr
	CONSEILLER 1		
	CONSEILLER 2		
	CHARGE DE PROJET (volontaire ANPE)	EKLOU Ayih Claude	claudioeklou@gmail.com
BAS-MONO 2	MAIRE	EKLOU Atsou	eklouvalentin1974@gmail.com
	ADJOINT AU MAIRE		
	SECRETAIRE GENERAL		
	CONSEILLER 1	GOUDJINOU Kodjo	
	CONSEILLER 2	EZOUNOUGAN Messan	
YOTO 1	MAIRE	AMEGNONAN Kossi	amegnonan@gmail.com
	ADJOINT AU MAIRE		
	SECRETAIRE GENERAL	TCHOHLO Apéti	apetitchohlo@gmail.com
	CONSEILLER 1	ALLEVI Massan	brigitteallevi@gmail.com
YOTO 2	MAIRE	ADJRA Yawavi	
	ADJOINT AU MAIRE	AZIABA Komi	emmanuelaziaba@yahoo.fr
	SECRETAIRE GENERAL	ZANOU Kokou	
	CONSEILLER 1	GBESSIA Zakari	zakarigbessia@gmail.com
YOTO 3	MAIRE	DEGBE Kokou	mairedeyoto3@gmail.com
	ADJOINT AU MAIRE		
	SECRETAIRE GENERAL	KOUNOUSSE Kodjovi E.	kkounousse@gmail.com
	CONSEILLER 1	ATIKLE Ama Chantal	chantalatikle@yahoo.fr

ZIO 1	MAIRE	AGOGNON Sodjedo Messan	
	ADJOINT AU MAIRE		
	SECRETAIRE GENERAL		
	CONSEILLER 1	SOWOU Kossi	guysowou@gmail.com
	CONSEILLER 2	AKPAGLO K. Bernardo	ondeben@gmail.com
AVE1	MAIRE	AZIABOU Kodjo Alexandre	kaaziabu@yahoo.fr
	ADJOINT AU MAIRE		
	2me ADJOINTE AU MAIRE	AWUNYO A.Grace	awunyograce1@gmail.com
	SECRETAIRE GENERAL		
	CONSEILLER 1	MODZRO Kumavi	kmedaro@yahoo.fr ; modzrokumavi@gmail.com
	CHARGEE DES AFFAIRES CULTURELLES	d'ALMEIDA Dédé Jaurès	jauresdalmeida@gmail.com
AVE2	MAIRE	AYAWLI Kwaku	noelayawli@yahoo.fr
	ADJOINT AU MAIRE		
	SECRETAIRE GENERAL		
	CONSEILLER 1	MABLE Kodjo Elly	maelly5@yahoo.fr
	CONSEILLER 2	ANTHONY G.Elom	elomosanthony18@gmail.com
VO 1	MAIRE	AFANDE Atissovi	jaafande54@yahoo.fr
	ADJOINT AU MAIRE		
	SECRETAIRE GENERAL		
	CONSEILLER 1	KITI ADANSOSSI Ayaba	marcelleattikpo@gmail.com
	COMPTABLE AGENT DE RECouvreMENT	KOUASSI Komi Zinsou	kouassi.zinsou@yahoo.fr

VO 3	MAIRE	MINONGBLON Kodjo	kodjominogblon@gmail.com
	ADJOINT AU MAIRE		
	SECRETAIRE GENERAL		
	CONSEILLER 1	AZIANKOU Adjowa	aziankouadjowa@yahoo.fr
	CHARGE DE PLANIFICATION	ABALI Komla	kom.abali@yahoo.com
VO 4	MAIRE	EZIAN Kodjo	Mairievo4@gmail.com
	ADJOINT AU MAIRE		
	SECRETAIRE GENERAL		
	CONSEILLER 1	SEKO Edoh	edohseko@gmail.com
	COMPTABLE	FATCHAO Akouavi Délali	delafatchao@gmail.com
OGOU 1	MAIRE	KOUIGAN Yawa Ahofa	yawa.kouigan@gmail.com
	ADJOINT AU MAIRE		
	SECRETAIRE GENERAL		
	CONSEILLER 1	BOCCO Akouèè	patricebocco@gmail.com
	CONSEILLER 2	AYENA Kossi Kassegne	ayenakossikassegne@gmail.com
OGOU 4	MAIRE	GUEGUE Noumonvi	guegedaniel969@gmail.com ; guegedanielnoumonvi@gmail.com
	ADJOINT AU MAIRE		
	SECRETAIRE GENERAL	ALAO Atchou	aristidealao4@gmail.com
	CONSEILLER 1	AGBENOWOSI Yaovi	etsshalom2020@gmail.com
	CHARGE DE PLANIFICATION		

HAHO 1	MAIRE	SEFENOU Yawovi Laurent	mansev08@gmail.com
	ADJOINT AU MAIRE	TETE A.Kossi	teteakoss@gmail.com
	SECRETAIRE GENERAL		
	CONSEILLER 1	EGAH Kodzo	egahkodzoseh@gmail.com
	CHARGE DE PLANIFICATION	ANAKOMA Ikakiri Rosine	rosineanakoma@gmail.com
HAHO 3	MAIRE	ADAÏSSO K. Ayena	communehaho3@gmail.com
	ADJOINT AU MAIRE		
	SECRETAIRE GENERAL	KODJOKPOE Yawa Massa	communehaho3@gmail.com
	CONSEILLER 1	AMOZOU Amégnon	etpacesarl@gmail.com
	CHARGE DE PLANIFICATION		
HAHO 4	MAIRE	BADOMBENA-WANTA Ranougo	joebadam@gmail.com
	ADJOINT AU MAIRE		
	SECRETAIRE GENERAL		
	CONSEILLER 1	KOUTA Kossi	
	CHARGE DE PLANIFICATION	APETI Akoété	patro2000.ak@gmail.com
MOYEN-MONO 1	MAIRE	AWITY Djidjole Mensah Pierre	awitymensah@gmail.com ; awitymensahpierre@gmail.com
	ADJOINT AU MAIRE		
	SECRETAIRE GENERAL		
	CONSEILLER 1	AMEWOGBEGNON Dégbé	mariusdegbe@gmail.com
	CONSEILLER 2	SODAHLON Agbetiafa	sodahlonagbetiafa@gmail.com

MOYEN-MONO 2	MAIRE	FANTODJI Mawouna	mawounaf@gmail.com
	ADJOINT AU MAIRE		
	SECRETAIRE GENERAL		
	CONSEILLER 1	DEHOGBE Koffi	koffidehogbe6@gmail.com
	CONSEILLER 2	TCHOKA Agboka	tchagbofe@gmail.com
AMOU 1	MAIRE		
	ADJOINT AU MAIRE		
	SECRETAIRE GENERAL		
	AGENT DE DEVELOPPEMENT	WARE Esso-Hana	essoware@gmail.com
	COMMUNICATRICE	DIABO Adjovi Selom	diaselom@gmail.com
KERAN 1	MAIRE	SEOUTE Alouadjou	salouadjou@yahoo.fr
	ADJOINT AU MAIRE		
	SECRETAIRE GENERAL	LAKYEBA Agnontèm	habib_moustapha@yahoo.fr
	CONSEILLER 1	DEGO Zinatou	zinatoudego@gmail.com
	CHARGE DE PLANIFICATION		

Carte des zones d'intervention et phases

